

Triomphe du PQ

par Marcel PEPIN

Déjouant tous les pronostics, le chef du Parti québécois, défait à deux reprises depuis 1970, a mené son parti à une éclatante victoire hier, remportant 70 sièges à l'Assemblée nationale, contre 27 au Parti libéral, 11 à l'Union nationale, un au Crédit social et un au Parti national populaire.

M. René Lévesque a remporté une victoire personnelle impressionnante dans Taillon, devançant de 22,000 voix son adversaire libéral, tandis que le premier ministre Bourassa mordait la poussière dans son comté de Mercier, de même que M. Jérôme Choquette dans Outremont. Le chef unioniste Rodrigue Biron a été facilement élu dans Lotbinière, de même que M. Camil Samson dans Rouyn-Noranda.

Des son élection, M. René Lévesque a rassuré ceux qui se sont le plus énergiquement opposés à son parti, à savoir les anglophones et les Néo-Québécois, en déclarant qu'il entendait faire du Québec la patrie de tous les Québécois.

De son côté, le premier ministre Bourassa a accepté la défaite avec sérénité, demandant aux milieux d'affaires de rester calmes, ce dont M. Lévesque l'a félicité.

Des que M. Bourassa eut concédé l'élection, le premier ministre du Canada, M. Trudeau a déclaré qu'à son avis le chef péquiste avait obtenu un mandat pour administrer la province et non la séparer. Il s'est dit confiant que les Québécois rejetteraient le séparatisme. Dans un télégramme adressé au chef péquiste, il lui a confirmé la

tenue d'une conférence constitutionnelle à la mi-décembre.

S'il n'a pas réussi à faire élire un seul de ses candidats dans les comtés à majorité de langue anglaise, M. Lévesque compte cependant au sein de sa députation le premier Québécois d'origine haïtienne à siéger à l'Assemblée nationale du Québec, élu par les électeurs du comté de Papineau, qui compte les villes de Gatineau et Buckingham, dans l'Outaouais.

Les ministres

Au moment de mettre sous presse, 10 ministres avaient été défaits, mais le sort de MM. Paul Berthiaume, dans Laprairie et Paul Phaneuf dans Vaudreuil-Soulanges demeurait incertain. Le PQ a par contre perdu de justesse les comtés de Saint-Hyacinthe et Hull.

Dès que la victoire du PQ est apparue certaine, les rues de Montréal se sont rapidement animées, les parades d'automobilistes se multipliant et les fêtards n'en finissant plus de chanter victoire.

Les six députés péquistes qui ont assumé l'Opposition officielle face aux 102 libéraux de M. Bourassa en 1973 ont tous été réélus, de même que les gros canons du parti, MM. Camille Laurin, Jacques Parizeau, Claude Morin, Pierre Marois, Guy Joron et autres.

La percée péquiste s'est manifestée dans toutes les régions de la province, à l'exception du West-Island, tandis que les gains de l'Union nationale se sont concentrés dans les Cantons de l'Est et la re-

Voir TICOMPHE, page 3



MONTREAL, MARDI 16 NOVEMBRE 1976

la presse

Trudeau prêt à collaborer

par Lionel DESJARDINS de notre bureau d'Ottawa

OTTAWA — La victoire du Parti québécois a semé la consternation à Ottawa.

Quelques heures après l'annonce de l'élection d'un gouvernement majoritaire péquiste, tous les chefs de partis fédéraux, le premier ministre Trudeau en tête, ont tenté de désamorcer la crainte que pourrait susciter dans le Canada anglais l'élection d'un gouvernement que les libéraux tant fédéraux que provinciaux n'ont cessé de qualifier de "séparatistes".

Ce n'est qu'après que M. Bourassa eut concédé lui-même l'élection que M. Trudeau a accepté de commenter l'élection. Mais de façon très laconique et dans une atmosphère très tendue.

"Démocratiquement consulté, le corps électoral du Québec a donné assez de sièges au Parti québécois pour qu'il puisse former le prochain gouvernement de la province. C'est donc dans le respect du processus démocratique que nous reconnaissons la victoire péquiste.

"Si nous nous appuyons sur les assurances tant de fois réitérées par le chef péquiste au cours de la campagne, nous devons conclure



M. Trudeau, hier soir

que la population a voté, non pas sur une option constitutionnelle, mais bien sur des questions d'ordre économique et administratif, et que M. René Lévesque et son parti ont reçu le mandat de gouverner la province, non pas celui

Voir TRUDEAU, page 3

- Le cabinet Lévesque: l'embaras du choix
- Une défaite acceptée avec grande sérénité
- Lévesque: la plus grosse majorité
- Une dizaine de ministres battus
- Aucune panique rue Saint-Jacques

Lévesque peut maintenant nous démêler

par Marcel PEPIN

Ballottes entre deux ambiguïtés, les électeurs québécois ont opté massivement pour le changement, écartant du même coup toutes les menaces de plus en plus hystériques qui pleuvaient sur leur tête au cours des dernières heures de la campagne.

Mais ils n'ont pas écarté l'ambiguïté pour autant. La victoire péquiste n'était pas si tôt acquise que déjà, tant à Toronto qu'à Ottawa ou à Montréal on l'interprétait comme une option pour le statu quo, option que M. Lévesque aurait l'obligation de respecter.

Les mêmes gens qui se sont fait dire pendant des semaines qu'un vote pour le Parti québécois est un vote contre le Canada apprennent soudain, de la bouche même des plus violents adversaires du PQ, qu'il s'agit tout au plus d'un verdict négatif contre M. Bourassa.

Décidément, il n'est pas facile de se démêler dans cette province où les mandats clairs succèdent aux mandats clairs, sans que l'on ne sache jamais davantage à quoi s'en tenir.

Ainsi, M. Bourassa avait besoin de l'appui explicite des Québécois pour dire "non" au séparatisme. Il ne l'a pas obtenu. Devant cette évidence, M. Trudeau n'en conclut pas moins: "M. Lévesque a obtenu le mandat de gouverner le Québec et non de le séparer", ajoutant: "J'ai confiance que les Québécois continueront à rejeter le séparatisme."

A première vue, M. Trudeau n'a pas entièrement tort, puisque M. Lévesque n'a pas obtenu la majorité absolue des voix, la présence de l'Union nationale ayant grandement contribué, semble-t-il, à renverser la vapeur en faveur du PQ dans certaines régions stratégiques.

Mais il n'a pas entièrement raison non plus, car lorsqu'on considère quatre semaines de discours et de propagande à clamer que le vrai visage du PQ, c'est son option séparatiste, on est un peu mal venu de prétendre, au lendemain du scrutin, que tel n'est plus le cas. C'est faire l'aveu humiliant d'avoir voulu tromper sciemment les électeurs.

La déroute des libéraux ne s'explique certes pas uniquement par le goût de l'indépendance qui semble se répandre rapidement en dehors de Montréal, mais aussi par le refus d'un style de gouvernement axé sur la partannerie, les programmes à courte vue et la crainte du changement.

La défaite d'un nombre impressionnant de ministres illustre jusqu'à quel point le mécontentement frappe surtout l'équipe dirigeante.



d'obscurs députés parvenant à sauver leur siège.

Il n'est certes pas facile de départager de façon rigoureuse les votes "indépendantistes" des votes fédéralistes égarés chez le PQ, mais il paraît un peu facile et commode de faire semblant que l'indépendance ne fait plus partie du programme péquiste.

Si, dans l'immédiat, M. Lévesque doit faire face à la lourde tâche de rassurer non seulement les Québécois et le reste du pays, mais aussi les minorités ethniques, à commencer par la minorité anglaise, dans un deuxième temps il ne devrait pas tarder à livrer une franche interprétation de sa victoire, de manière à sortir le Québec une fois pour toutes de l'ambiguïté.

A beaucoup d'égards, ce scrutin constitue une amère leçon pour les stratèges libéraux qui ont cru que le seul fait de se proclamer fédéralistes et d'agiter l'épouvantail séparatiste suffisait pour gagner la confiance populaire.

Le peuple a montré d'abord qu'il existait d'autres choix fédéralistes et ensuite qu'il en avait assez de se faire enfermer dans ce dilemme insupportable ou, à toutes fins utiles, on lui interdisait de changer d'équipe à moins de changer de régime.

Il a ensuite clairement fait savoir aux libéraux qu'ils ne savent pas comment vendre un pays. En réalité, aucun pays n'établit sa valeur en dollars et cents. Rapetisser le Canada à cette dimension, c'était presque favoriser l'autre option.

Trois fois en six ans les Québécois ont été l'objet de violents assauts de propagande ou trop sou-

Voir LEVESQUE, page 3



M. et Mme Bourassa en fin de soirée hier

photo Michel Gravel, LA PRESSE

Bourassa: un appel au calme

par Daniel L'HEUREUX

Avec une digne sérénité, le chef du Parti libéral, M. Robert Bourassa, a accepté hier "le verdict clair de la population", allant même jusqu'à prier les milieux économiques de rester calmes devant l'élection d'un gouvernement du Parti québécois.

Ayant lui-même subi une cuisante défaite dans son comté de Mercier, M. Bourassa n'a cependant voulu faire aucun commentaire sur son avenir politique personnel.

"Ce n'est pas une question que je veux traiter ce soir", a-t-il répondu quand un journaliste lui a demandé s'il demeurerait chef du Parti libéral.

Il a fait une réponse semblable au sujet de la possibilité qu'il tente de se faire réélire à l'occasion d'une élection partielle. "C'est une possibilité dont je vais discuter

avec mes collègues du parti", a-t-il toutefois ajouté.

M. Bourassa n'a pas voulu commenter sa défaite personnelle ni élaborer sur la part de responsabilité personnelle qu'il pourrait avoir relativement à la défaite de son parti.

Rencontrant les journalistes dans une salle de l'immeuble de la Fraternité des policiers de Montréal, M. Bourassa a cependant donné d'autres raisons pour expliquer la victoire du Parti québécois: "Il est évident que le Parti libéral, a-t-il expliqué, a été coincé entre la gauche et la droite, la gauche trouvant qu'il n'allait pas assez loin, la droite trouvant qu'il manquait de fermeté".

M. Bourassa estime que la société est de plus en plus polarisée et qu'il est beaucoup plus difficile de

Voir BOURASSA, page 3

On fait confiance à la promesse d'un référendum

Aucune panique dans le milieu des affaires

Les milieux d'affaires et de la finance donneront "sa chance au coureur".

C'est du moins la conclusion qu'il faut tirer des propos tenus à LA PRESSE, hier soir, par quelques hommes d'affaires. Généralement, les personnes interrogées n'expriment pas, face à la venue du gouvernement Lévesque, les craintes que certains attendaient.

Elles préfèrent plutôt mettre en évidence l'intelligence du nouveau chef de gouvernement québécois, son sens des responsabilités et surtout les promesses qu'il a faites à maintes reprises de ne rien brusquer et de n'engager le Québec sur la voie de l'indépendance qu'après une consultation populaire.

Une saine démocratie

M. Germain Perrault, président, Banque Canadienne Nationale.

"Monsieur René Lévesque nous a promis un gouvernement fort, honnête. Surtout conscient des problèmes. Le peuple québécois a parlé, c'est le résultat d'une saine démocratie.

"René Lévesque n'est plus seulement le chef d'un parti politique, mais le chef d'un gouvernement. Monsieur Lévesque est maintenant le premier ministre du Québec, nous devons faire confiance à la fois au nouveau premier ministre ainsi qu'à la nouvelle équipe qui formera le gouvernement du Québec."

Voilà, succinctement, la réaction du président de l'une des plus importantes banques à charte canadiennes, à l'issue du scrutin d'hier. Sur les retombées économiques et financières: "Tout autre commentaire, sauf ceux que je viens de soumettre, serait une présomption", s'est contenté de dire le président de la Banque Canadienne Nationale.

J.G. Poulin, directeur pour le Québec de l'Association canadienne des manufacturiers: "Cette victoire ne donne pas un mandat au PQ pour la séparation. C'est un vote qui représente l'insatisfaction des Québécois face aux politiques économiques et sociales du Parti libéral."

Selon Poulin, le PQ en est conscient, et il s'attellera immédiatement à redresser l'économie du Québec, créer des emplois et attirer l'investissement. "Je donne la chance au coureur", ajoute-t-il.



Paul PARE

Lévesque est un homme intelligent, et il pensera aux intérêts du Québec avant de défendre ses idées personnelles.

Paul PARE, président de Imasco: "Je ne crois pas que la victoire du PQ présente des dangers. Les péquistes seront sûrement raisonnables et feront ce qui est nécessaire pour le Québec."

"Nous resterons ici", ajoute Paul PARE. Pour le président d'Imasco, cette victoire doit s'analyser en fonction des résultats des sondages. "Une vaste majorité des Québécois et même des péquistes ne favorisent pas l'indépendance, et le PQ sait cela. Je crois qu'ils en tiendront compte lorsqu'ils dirigeront le gouvernement."

La victoire du PQ ne fera donc pas déménager Imasco. "Nous sommes au Québec depuis 60 ans, rappelle PARE. Et nous croyons que le gouvernement du PQ sera responsable."

L'opinion de la majorité

M. James Doyle, président de la Chambre de commerce de la province de Québec.

"Le résultat de cette élection représente sans aucun doute l'expression très claire de l'opinion de



James DOYLE

la majorité des Québécois. Jusqu'ici le milieu des affaires a toujours respecté le jeu démocratique et il continuera certainement d'en être ainsi.

"Nous allons très certainement apporter au gouvernement du Québec notre appui dans la recherche des solutions aux problèmes graves qui se posent à l'économie québécoise. Nous nous réservons évidemment le droit d'apporter en temps opportun les critiques que nous jugerons à propos de faire, comme nous l'avons fait dans le passé avec les gouvernements antérieurs."

"En ce qui a trait à l'éventualité de l'indépendance, nous n'avons aucune raison de douter de la sincérité du nouveau gouvernement qui s'est engagé à tenir un référendum sur cette question le cas échéant."

M. Bernard Larue, économiste auprès de Crang & Ostiguy, maison de courtage de Montréal:

"Ce genre de phénomène (changement de gouvernement) cause toujours des remous. C'est inévitable. Les marchés financiers réagissent cependant beaucoup plus sur la rumeur d'un événement que sur sa manifestation, voilà en peu de mots ce que je pense de la prise du pouvoir, à Québec, par le Parti québécois."

"Ce qui pourrait par ailleurs effrayer les milieux financiers, c'est l'orientation sociale qu'adoptera le nouveau gouvernement québécois. Les financiers craignent surtout les gestes extrêmes, de préciser M. Larue. Particulièrement les nationalisations (Bell Canada, Alcan Aluminium). Quand ces derniers se rendront compte qu'il n'en est pas question, ils se calmeront."

Un mandat très clair

M. Michel Bélanger, président, Banque Provinciale du Canada.



Michel BÉLANGER

"La campagne du Parti québécois a porté fruits, et comme le dit le dictionnaire: les gouvernements se battent eux-mêmes."

"Le nouveau gouvernement du Québec, que dirigera M. Lévesque vient de recevoir un mandat très clair, celui de gouverner la province."

"Pour les effets négatifs sur les marchés financiers, il nous faudra rester le plus froid possible."

"A court terme, il y aura certainement des réactions, mais il s'agit de ne pas les exacerber."

"Pour l'avenir, de conclure M. Bélanger, le nouveau gouvernement devra procéder par étapes, comme il s'y est d'ailleurs engagé pendant la campagne électorale."

Robert Demers, président de la Bourse de Montréal:

"La victoire du Parti québécois est une surprise pour tout le monde. Il est par ailleurs difficile d'évaluer ce que le changement provoquera sur les marchés financiers."

"Pour ce qui est des entreprises dont les titres sont inscrits en Bourse, il n'y a rien de fondamental qui est modifié. La valeur de ces compagnies et des titres qui les sous-tendent, demeurent."

"Le prochain gouvernement québécois devra faire ses preuves. L'avenir dépendra, dans une large mesure, des politiques fiscale et budgétaire qu'adoptera le gouvernement québécois."

En ce qui a trait au marché des capitaux, les secousses n'ont pas été prononcées avant que le résultat soit connu. Maintenant que l'issue est scellée, il faudra attendre le déroulement des événements", de conclure M. Demers.

Alfred Powis, président de Noranda Mines:

"Tant que les politiques du PQ ne seront pas connues avec préci-

Texte de

Roger LEROUX
Alain DUBUC
Georges GRATTON
Pierre GRAVEL

sion, il subsistera une certaine incertitude. Mais il n'est bien sur pas question pour nous de quitter le Québec avec nos mines sous le bras. Nous avons déjà eu à faire face à des changements de gouvernement ailleurs dans le monde, et comme partout ailleurs, nous tenterons de nous arranger avec le nouveau gouvernement."

Aucune raison de s'énervé

M. Pierre Brunet, vice-président, Lévesque & Beaubien, courtier en valeurs mobilières à Montréal:

"Le résultat du scrutin est surprenant, mais il n'y a aucune raison de s'énervé. Le mandat que vient de recevoir le Parti québécois est clair. Il devra gouverner et vraisemblablement assainir les finances du Québec."

"Le Parti québécois n'a pas reçu un mandat pour l'indépendance du Québec. Je demeure convaincu que le Québec ne se séparera pas du reste du Canada."

"Pour les retombées sur les marchés financiers, il faudra attendre encore quelque temps pour en mesurer l'impact", de conclure M. Brunet.

M. RICHARD Laplante, président du Centre des dirigeants d'entreprises (CDE):

"C'est le devoir de tous les Québécois de collaborer avec un gouvernement régulièrement élu et, dans le cas précis de la présente élection, il va de soi que notre collaboration est acquise au gouvernement. Nous avons confiance que le Parti québécois respectera la promesse qu'il a faite concernant un référendum éventuel. Nous sommes bien forcés de constater que le programme péquiste prévoit plusieurs mesures socialisantes dont nous ne sommes pas certains que le Québec peut payer le prix. Il faudra donc que le nouveau gouvernement travaille activement à relever l'économie québécoise en favorisant le développement des entreprises privées qui en sont un élément essentiel. Il faut souhaiter par ailleurs que cette élection provoque un changement d'attitude de la part des groupes qui ont souvent dans le passé réclame des avantages sociaux sans rapport avec nos moyens de les payer."

M. Pierre Desmarais, président du Conseil du patronat du Québec:

"Le CPQ engage le nouveau gouvernement à s'associer, dans les défis de demain, tous les groupes de la société, surtout les milieux les plus inquiets. Notre rôle

fondamental, quel que soit le gouvernement au pouvoir, est de véhiculer vers les élus du peuple les véritables préoccupations, craintes et contraintes des milieux de l'entreprise. Tout comme nous avons joué ce rôle avec le Parti libéral, nous entendons le jouer pleinement avec le Parti québécois. Il incombera également au CPQ, compte tenu, au moins à court terme, des craintes que le nouveau gouvernement ne saurait ignorer, de rappeler à ces mêmes milieux l'engagement du Parti québécois, fait face à la population, de procéder à un référendum avant de s'engager dans tout processus d'indépendance."

Mesure de prudence à la Bourse

L'ouverture des Bourses de Montréal et de Toronto a été retardée ce matin, sur une proposition des dirigeants de la Bourse de Montréal.

C'est ce que révélait hier soir à LA PRESSE, à l'issue du scrutin, M. Pierre Brunet, vice-président de Lévesque & Beaubien, et administrateur de la Bourse de Montréal.

Cette décision de la Bourse de la métropole tient particulièrement au fonctionnement des marchés boursiers. Les administrateurs de la Bourse veulent ainsi s'assurer que le commerce, sur les parquets, se déroulera comme il se doit.

"C'est un geste de prudence élémentaire, afin d'éviter que la panique, si elle se manifeste, se répande comme un feu de brousaille", de préciser M. Brunet.

"Je veux être cependant très clair. Nous ne prévoyons pas de telle panique, nous avons simplement décidé d'exercer un minimum de prudence", d'ajouter M. Brunet.

"A la mort de John Kennedy, la débacle (temporaire) a fait reculer les indices boursiers. Le tout s'est rétabli par la suite. Nous voulons éviter les fluctuations qui seraient le résultat de réactions psychologiques", de souligner M. Brunet.

Il y a certainement des réactions à prévoir sur le marché obligataire ainsi qu'une baisse du dollar canadien. Une fois les premières réactions passées, par ailleurs, les experts s'attendent sur ce qui pourrait se produire sur les marchés.

"Une mauvaise réaction dans les premiers jours, suivie après 36 heures, une semaine, deux semaines, du calme habituel qui préside au commerce des valeurs." Tout dépendra des politiques du nouveau gouvernement québécois", de conclure M. Brunet.

Une économie déjà malade et une mince marge de manoeuvre

Une analyse de Roger LEROUX

Avec un chômage sans précédent et une économie qui n'en fait plus de stagner, le nouveau gouvernement péquiste souhaitera prendre des initiatives pour stimuler l'économie. Il pourra difficilement le faire, faute de moyens. Les problèmes économiques du Québec auront tôt fait d'apaiser l'euphorie suscitée par le balayage d'hier.

Durant la dernière campagne électorale, les questions économiques ont été peu abordées. Quant aux solutions susceptibles d'être appliquées, elles ont été à peine esquissées.

Selon les projections des experts comme des instituts de recherche, l'économie ne peut espérer croître à un rythme supérieur à 4 pour cent. Comme tous ces experts ont entrepris depuis quelques semaines de revoir à la baisse leurs projections, la réalité de 1977 pourrait être encore plus sombre. Ce n'est toutefois pas un phénomène propre au Québec.

Le chômage a franchi le mois dernier le seuil psychologique des 10 pour cent et tout le monde s'en tend pour prévoir qu'en 1977, il atteindra au Québec un niveau égal ou supérieur à celui de 1961, alors que 9,2 pour cent de la main d'œuvre était sans travail.

Pour faire face à la situation, le gouvernement n'a qu'une alternative: initier de grands projets créateurs d'emplois ou remettre aux consommateurs l'argent qui leur permettrait de jouer leur rôle traditionnel dans une économie qui sort péniblement de la stagnation.

Le gouvernement Lévesque ne disposera pas de la marge de manoeuvre nécessaire pour le faire, au moins sur une grande échelle.

Déjà, les Québécois paient des impôts supérieurs à tous les autres Canadiens. Les taxes indirectes qu'ils doivent payer sont aussi très élevées par rapport à celles des autres provinces. Une hausse des impôts est donc à rejeter.

Non seulement le gouvernement ne peut envisager d'accroître ses recettes, mais encore risque-t-il de les voir réduites au cours de la prochaine année si le programme de lutte à l'inflation s'avère aussi efficace qu'il l'a été en 1976.

L'ex-ministre des Finances, Raymond Garneau, n'a jamais

apprécié de se faire dire que l'inflation augmentait artificiellement ses rentrées fiscales. Il y a quelques semaines, il n'en devait pas moins reconnaître que la baisse de l'inflation enregistrée dans les 12 derniers mois a entraîné une chute des recettes fiscales de l'Etat.

C'était une de ses explications au déficit anticipé de \$1 milliard que le Québec devra éponger cette année. De ce côté-là non plus, les possibilités du prochain ministre des Finances ne seront pas très reluisantes.

Le déficit du présent exercice pourrait d'une part dépasser le \$1 milliard et atteindre \$1,2 milliard et d'autre part, il survient après des déficits budgétaires successifs de \$873 millions, \$258 millions et \$275 millions, lors des budgets précédents. Dans ce contexte, l'adoption d'un budget expansionniste qui comporterait un autre déficit important pourrait faire hésiter un gouvernement dont la crédibilité n'est pas établie auprès des milieux financiers.

Dans des circonstances pourtant beaucoup plus favorables, il y a deux ans, le ministre Garneau avait déclaré publiquement que les contraintes qui pesaient sur les finances de l'Etat ne permettraient pas au gouvernement de lancer de grands projets.

Il est difficile de penser maintenant, alors que de nouvelles contraintes encore plus importantes se sont accumulées, que l'Etat pourra efficacement relancer l'économie.

A moins que l'entreprise privée ne vienne suppléer aux carences de l'Etat — ce qui est improbable —, l'économie québécoise risque fort de connaître des mois difficiles.

En 1977, il n'y aura somme toute que trois grands projets publics dont la réalisation se poursuivra: la Baie James, l'usine de pâtes à papier de la Donohue, à Saint-Félicien, et l'usine de bouletage de Sidbec, sur la Côte Nord.

Même le lancement d'un vaste programme de construction d'habitation ne serait qu'une solution bien modeste par rapport à l'ampleur des problèmes économiques auxquels devra s'attaquer le nouveau gouvernement.

Et le monde des affaires et de la finance qui reste encore à rassurer...

par Pierre VENNAT

Le mouvement syndical québécois "savourait" hier soir la défaite de M. Bourassa et la victoire péquiste, comme s'il se fût agi d'une grande victoire syndicale.

"C'est la victoire du peuple, du monde ordinaire", s'est écrié le président de la CSN, Norbert Rodrigue.

"Quand on grimpe sur le dos du monde syndical, on tombe de haut et ça fait mal", a dit du gouvernement Bourassa le président de la CEQ, M. Yvon Charbonneau.

Le secrétaire général de la FTQ, Fernand Daoust, dont la centrale appuyait officiellement le PQ, ne pouvait s'empêcher de lancer "fantastique" avant de dire qu'il est clair que, dorénavant, il y a quelque chose de changé au Québec et que pour la première fois, il y a un gouvernement des gens sympathiques au mouvement syndical.

Une rencontre avec le nouveau gouvernement

Ce climat nouveau, les centrales le désirent ardemment afin de régler les nombreux dossiers qui dorment depuis des mois à Québec.

Le président de la CSN, M. Rodrigue, et le secrétaire général de la FTQ, M. Daoust, ont tous deux souhaité, dans les plus brefs délais, une rencontre entre les nouveaux dirigeants du Québec et les dirigeants syndicaux afin de faire le point sur les dossiers.

M. Daoust a parlé notamment du dossier de la salubrité au travail, du rapport Beaudry, du chômage, d'une politique de main-d'œuvre et s'est dit assuré que maintenant, les syndicalistes auront une oreille attentive au gouvernement.

Yvon Charbonneau, lui, est plus prudent quoique tout aussi enthousiaste de la défaite libérale, plus importante encore à ses yeux que la victoire péquiste.

M. Charbonneau, en effet, est déçu que dans le résumé en sept points de son programme, que le PQ a distribué dans les derniers jours de la campagne, il n'y ait rien eu sur l'éducation. Mais il se dit confiant qu'avec la quinzaine de députés péquistes qui viennent du milieu de l'enseignement et des rangs de la CEQ, l'éducation redviendra une priorité gouvernementale.

De même, M. Charbonneau se dit assuré qu'avec un gouvernement péquiste, les salaires des enseignants obtenus après une dure négociation ne seront pas touchés même si la Régie anti-inflationniste devait se prononcer contre une partie des hausses obtenues.

M. Rodrigue, lui, se réjouit particulièrement de la défaite des ministres Jean Cournoyer et Guy

Le mouvement syndical se sent déjà un peu au pouvoir



Yvon CHARBONNEAU



Norbert RODRIGUE



Fernand DAOUST

Saint-Pierre, malgré le rapport Fantus et tout le climat de peur qui, selon lui, existait jusqu'ici.

M. Daoust le rejoint là-dessus lorsqu'il se réjouit que la victoire péquiste signifie une victoire sur la psychose de la peur des Québécois.

Un nouveau "contrat social"

Si la CEQ note avec joie la victoire de quelque 15 enseignants de ses rangs, la CSN est heureuse de la victoire de Clément Richard, de Robert Burns, de Guy Bisailon, et de Raymond Gravel, un militant de l'hôpital Saint-Michel-Archange, dans Limoëlle, et d'autres encore.

M. Daoust, lui, sans nommer personne, voit dans le gouvernement péquiste un gouvernement sympathique d'avance aux syndicats et se dit assuré que le mouvement syndical, enfin, aura fait à

lui, un interlocuteur valable parce qu'il sera composé de gens sympathiques au mouvement syndical qui ont déjà subi "l'agression de peur du gouvernement libéral et l'ont surmontée".

La FTQ ne craint pas de parler d'un "contrat social" nouveau qu'il sera dorénavant possible de discuter et M. Daoust croit d'ailleurs que, dorénavant, non seulement le mouvement syndical aura à combattre mais qu'il aura à "réfléchir".

De cette "réflexion" commune avec le nouveau gouvernement, M. Daoust espère des "solutions nouvelles" pour le plus grand bien des Québécois, solutions auxquelles le mouvement syndical aura participé.

Bref, en parlant hier soir à MM. Charbonneau, Daoust et Rodrigue, il était clair que les trois têtes d'affiche du mouvement syndical québécois avaient gagné leurs élections!

René Lévesque promet un gouvernement qui sera celui de tous les Québécois



Denise Filiatrault n'a pas manqué d'aller féliciter le nouveau premier ministre, M. René Lévesque.

par Pierre-Paul GAGNE

Reitérant la promesse formelle de son parti de tenir un référendum sur l'avenir constitutionnel du Québec, le chef du Parti québécois, M. René Lévesque, s'est engagé, hier, à ce que son gouvernement soit celui de tous les Québécois.

"Je voudrais dire de façon très calme et très sincère, a-t-il lancé, que le gouvernement du Parti québécois va travailler de toutes ses forces pour faire du Québec la patrie de tous ceux qui l'habitent et qui l'aiment."

Puis sous un tonnerre d'applaudissements des quelque 6.000 partisans péquistes entassés au Centre Paul-Sauvé, il a ajouté: "Nous ne sommes pas un petit peuple, nous commençons même peut-être à ressembler à un grand peuple..."

Visiblement dépassé par les succès inattendus de son parti, M. Lévesque a commencé par remercier les milliers de Québécois, d'un bout à l'autre de la province, qui, depuis dix ans, ont travaillé d'arrache-pied pour la cause péquiste.

M. Lévesque a également remercié les dizaines de milliers d'électeurs qui, à son avis, ont passé par-dessus leurs peurs pour comprendre la nécessité d'un changement fondamental au Québec.

"Tout ce que je peux vous promettre, a-t-il lancé, c'est que nous allons respecter tous nos engagements et que nous allons travailler sans relâche avec énergie, honnêteté et enthousiasme."

Tout en se disant extraordinairement heureux et fier de la confiance des Québécois à l'égard de son parti, le chef péquiste a ajouté qu'il était conscient du "poids énorme que les Québécois viennent de nous placer sur les épaules".

"Jamais, a-t-il ajouté, je n'ai pensé dans ma vie que je pouvais être aussi bien en tant que Québécois que ce soir."

Parlant du balayage de son parti, il a précisé: "Cette victoire de notre parti, on l'espérait et on la souhaitait de tout notre cœur; mais on ne s'attendait jamais à l'obtenir comme ça dès cette année."

Politiquement, il s'agit probablement de la plus belle et peut-être de la plus grande soirée de l'histoire du Québec.

Se référant aux propos que venait de tenir le chef libéral, M. Robert Bourassa, M. Lévesque s'est dit heureux de voir que celui-ci avait appris sa défaite ainsi que celle de son parti avec courage et de façon très généreuse.

"Quand on perd de cette façon, a-t-il précisé, il faut être courageux pour réagir comme l'a fait M. Bourassa."

Parlant spécifiquement de l'avenir du Québec, M. Lévesque a tenu à préciser: "Je veux répéter en particulier cet engagement central qui est au fond de notre cœur et qui consiste, en amitié avec le reste de nos concitoyens, à se donner le pays du Québec qu'on souhaite."

Mais le rappelle que cela viendra uniquement quand les Québécois, comme une société adulte, l'auront approuvé d'une façon claire au cours d'un référendum.

Plus tôt, au cours d'une brève allocution devant les militants péquistes du comté de Taillon, M. Lévesque s'était dit extraordinairement satisfait de l'immense majorité (plus de 20.000 voix) qu'il venait d'y recueillir en raison du fait que Taillon constitue le plus gros et le plus jeune comté du Québec.



L'Est grouillait de monde cette nuit

par Rejean TREMBLAY

L'Est de Montréal a été grouillant de monde une bonne partie de la nuit.

Des milliers de voitures ont bloqué complètement les abords immédiats du Centre Paul-Sauvé où s'étaient massés les militants péquistes pour accueillir et applaudir les élus du parti au fur et à mesure qu'ils faisaient leur entrée dans le Centre.

À travers ce flot d'automobiles, des camionnettes chargées de pan-cartes attirant invariablement l'attention.

De véritables grappes de jeunes brandissant des drapeaux fleurdelisés chantaient et hurlaient des slogans de victoire.

Dans les rues, une véritable atmosphère de fête s'était installée tranquillement en chantant à tue-tête l'hymne de Gilles Vigneault: "Gens du pays, c'est notre tour de nous faire parler d'amour."

Les policiers, déborder, essayaient tant bien que mal de faire sauter les nombreux bouillons qui qui congestionnaient la circulation.

Un peu plus loin, c'était franchement dangereux. Certains conducteurs, grisés par la victoire, et le champagne du peuple, fonçaient à toute vitesse dans les rues, au risque d'envoyer choir sur le pavé les "patriotes" grimés sur les ailes des voitures qui agitaient de grands drapeaux.

On pleurait aussi, surtout les plus âgés.

"Cela fait trente ans que je travaille, j'arrive pas à le croire", se lamentait un pensionné du R.N.

Ce soir, même les policiers ont l'air doux, se surprenant à dire un spécialiste des manifestations des dernières années.

Dans l'Ouest, c'était plus tranquille, beaucoup plus tranquille. Les rues du Beaver Club du Reine-Elizabeth étaient fermées. Chez Friday's, tout était très calme.

Les seules perturbations qu'on ait eu à subir les gens de l'Ouest de la ville ont été causées par les visites sporadiques des camionnettes chargées de pan-cartes, bruyants, vents marguerites, Anglais de l'Ouest.

La police n'a eu aucun incident à déplorer cependant.

Sur la Rive sud, dans Longueuil et Saint-Hubert plus particulièrement, bastion du premier ministre René Lévesque, la police ne signalait aucun incident. C'est dans les hôtels, bars et restaurants que les péquistes ont fêté leur victoire.

Biron: je suis chef de l'Opposition

par Denis LORD

L'AURIER STATION — Après la défaite personnelle que vient de connaître le chef libéral Robert Bourassa, le nouveau député de Lotbinière, M. Rodrigue Biron, considère qu'il est devenu à toutes fins pratiques le nouveau chef de l'Opposition à l'Assemblée nationale.

Du haut de ses 12 députés, le chef de l'Union nationale n'a d'ailleurs pas tardé à se comporter comme tel. Dès l'annonce des résultats, M. Biron a servi une sévère mise en garde au futur gouvernement de M. René Lévesque en affirmant que "c'est un gouvernement péquiste, pas un gouvernement séparatiste, que la population du Québec a élu".

Tout en félicitant M. René Lévesque pour l'étonnante performance de son parti, M. Biron estime que "la population s'est prononcée pour un nouveau style de gouvernement, mais à l'intérieur du pacte fédératif". Pour lui, dit-il, le gouvernement Lévesque devra donc "faire la preuve qu'un Québec bien administré peut continuer à vivre à l'intérieur de la Confédération" et non faire en sorte que les choses aillent mal pour mieux en faire porter l'odieux au gouvernement fédéral et faire ainsi avancer la cause de l'indépendance.

Le chef unioniste en profite pour réaffirmer le "parti pris de l'Union nationale en faveur du lien fédéral" et il se promet d'ores et déjà d'en être une sorte de chien de garde,

de, invitant l'ensemble des citoyens à en faire autant et à "se montrer exigeants" à l'endroit de la nouvelle administration péquiste.

Acclamé en véritable vainqueur par une foule de partisans qui remplissaient à craquer son quartier général de Laurier Station, le chef unioniste a vu dans la remontée de son parti "une grande victoire" pour l'Union nationale qui, selon lui, "sort grandie" de la lutte et acquiert désormais une "nouvelle crédibilité".

Il se montre par ailleurs surpris de la dégringolade libérale, qu'il attribue pour une bonne part à une campagne électorale "très mal orchestrée", lancée à partir de faux prétextes, mais également au très fort mécontentement à l'endroit de l'administration Bourassa. A ses yeux, même la défaite de deux des trois "naufragés d'Ottawa", MM. Marchand, Comtois et Mackasey, doit être interprétée davantage comme un reflet de l'échec Bourassa qu'une gifle aux libéraux fédéraux de M. Trudeau.

En somme, conclut-il, "M. Bourassa s'est battu lui-même". Ce qui l'amène à considérer que c'est essentiellement un vote négatif qui a porté le Parti québécois au pouvoir.

En contraste, M. Biron promet qu'il ne sera pas "un chef de parti négatif". Il s'engage à juger les législations péquistes à leur mérite propre, en fonction des objectifs contenus dans le programme de l'Union nationale.



Rodrigue Biron parmi les siens hier soir.

TRIOMPHE

SUITE DE LA PAGE 1

de Québec. Le Parti national populaire a fait pauvre figure partout, sauf à Beauce-Sud où, grâce à sa popularité personnelle, M. Fabien Roy a sauvé son siège. Le Parti créditiste n'a point progressé, son seul député demeurant le chef Camil Samson.

Les Québécois et l'indépendance

Même s'il a rafilé la majorité des circonscriptions, M. Lévesque n'a cependant réussi qu'à obtenir 41 pour cent des suffrages dans l'ensemble de la province, ce qui a immédiatement incité les politiciens fédéraux et ses adversaires provinciaux à conclure que l'idée de l'indépendance est rejetée par une majorité de Québécois.

Parmi les cultes spectaculaires, mentionnons celle de M. Jean Marchand, dans le comté de Louis-Hébert, qui fut écrasé par son adversaire Claude Morin. Par contre, son collègue du cabinet fédéral, M. Bryce Mackasey jouit d'une avance confortable dans Notre-Dame-de-Grâce.

Le sort de M. Robert Bourassa demeurait incertain hier soir, le premier ministre refusant d'indiquer s'il tenterait de se faire élire

en élections partielles pour diriger ses troupes à Québec.

Comme on ne se genait plus, depuis quelques jours, pour contester le leadership de M. Bourassa au sein du parti libéral, un congrès à la direction n'est pas à écarter dans un proche avenir.

Ironie de l'histoire, les deux fils des deux derniers premiers ministres de l'Union nationale, MM. Pierre-Marc Johnson et Jean-François Bertrand feront leur entrée à l'Assemblée nationale sous la bannière péquiste.

Enfin notons qu'un journaliste de LA PRESSE, Jean-Pierre Charbonneau, spécialisé dans la chronique judiciaire, a rafilé le siège de Verchères pour le Parti québécois.

En s'adressant à des partisans en liesse au Centre Paul-Sauvé, le premier ministre élu, M. René Lévesque a déclaré qu'il s'agissait de la plus belle soirée de l'histoire du Québec. "On est pas un petit peuple, dit-il. On est peut-être quelque chose comme un grand peuple."

Il a cependant précisé qu'il ne fera du Québec un pays indépendant que si une majorité de Québécois le confirme dans un référendum.

Pour sa part, le premier ministre défait, M. Robert Bourassa, a

attribué la défaite à la difficulté de présenter une solution mi-troyenne aux électeurs, mais a promis que son parti continuera de participer "vigoureusement" à la vie politique québécoise.

On croit que M. Bourassa désignera M. Gérard D. Lévesque comme porte-parole de l'Opposition en chambre.

BOURASSA

SUITE DE LA PAGE 1

gouverner "en adoptant des positions de juste milieu".

Au-dessus de la partisanerie

Le chef libéral, qui a répété tout au cours de sa campagne électorale que cette élection mettait en jeu la croissance économique et le niveau de vie même des Québécois, a tenu hier soir, "au nom de tous les Québécois", à dire aux milieux économiques — les milieux d'affaires et les milieux syndicaux — d'adopter une "réaction réfléchie" face à l'avènement d'un gouvernement du Parti québécois.

"Le Parti libéral demeure un parti en force — on le voit au nombre de voix — et pourra continuer à servir le Québec", de dire le premier ministre défait.

"J'espère que nous pourrions continuer comme parti, dans le rôle d'opposition que nous occupons à travailler de façon positive pour la société québécoise."

Au reporter de langue anglaise qui lui demandait s'il avait peur de l'avenir, M. Bourassa a répondu qu'il était "difficile de ne pas être inquiet mais on doit être au-dessus de la partisanerie quand six millions de citoyens sont impliqués".

Après avoir rencontré les journalistes, M. Bourassa a résumé sa réaction à l'intention des quelques organisateurs et militants concentrés qui s'étaient rendus au local de la rue Gilford. M. Bourassa était accompagné de sa femme mais cette dernière, très digne, n'a pas laissé transparaître ses sentiments.

LÉVESQUE

SUITE DE LA PAGE 1

vent l'impudeur le disputait à la crétererie. C'est un mauvais souvenir qu'ils ont tous hâte d'enterrer.

Un gouvernement sensé, serein et compréhensif dans la victoire peut encore effacer les effets néfastes d'une demagogie qui a vicie

les rapports entre les groupes ethniques et les Canadiens français eux-mêmes, tant à l'intérieur du Québec qu'à l'extérieur.

C'est la tâche la plus urgente qu'attend M. Lévesque. S'il réussit à clarifier l'atmosphère — le plus tôt sera le mieux — il aura redonné à beaucoup de Québécois le goût de respirer à l'aise.

Quant aux libéraux, une tâche tout aussi importante les attend: reapprendre à vendre le fédéralisme.

TRUDEAU

SUITE DE LA PAGE 1

de tenter de la séparer du reste du pays.

"Je dois donc presumer que le nouveau gouvernement du Québec fonctionnera en suivant rigoureusement la lettre et l'esprit de la constitution canadienne. Dans ces conditions, ma collaboration et celle de mes collègues sont acquises à M. René Lévesque et à son cabinet. Conformément à son rôle constitutionnel, le gouvernement central entend continuer à servir au mieux les intérêts de la population du Québec, tout comme il sert les intérêts des autres provinces."

"J'ai confiance que les Québécois continueront de rejeter le séparatisme, parce qu'ils croient toujours que leur destinée se joue à l'intérieur d'un Canada indivisible."

Malgré son fléau de politicien, le premier ministre avait de la difficulté à dissimuler son émotion. Nerveux, M. Trudeau s'est d'ailleurs échappé en conversant par la suite avec les journalistes. "Je continuerai à prêcher le séparatisme", c'est l'empresse d'ajouter au grand soulagement de son attaché de presse et de plusieurs journalistes anglophones présents.

Cette défaite de M. Bourassa est également une défaite pour M. Trudeau, estime-t-on dans les corridors du Parlement fédéral. M. Trudeau n'avait-il pas été élu en 1968 pour mettre un frein à la croissance du mouvement nationaliste au Québec? Cet événement, que plusieurs anglophones identifient déjà à la séparation du Québec survient d'ailleurs en pleine crise sur la politique de bilinguisme, instaurée par M. Trudeau lui-même.

Aussi M. Trudeau pouvait-il confier aux journalistes: "L'élection n'est pas allée dans le sens que j'aurais aimé."



Normand TOUPIN



Robert QUENNEVILLE



Jean-Paul L'ALLIER



Denis HARDY



Roland COMTOIS



Gérald HARVEY

La vague péquiste a emporté une vingtaine de vedettes libérales



par Philippe GAGNON

Pres d'une vingtaine de "vedettes" du Parti libéral du Québec, dont une dizaine de ministres du cabinet Bourassa, ont été emportés, hier par la vague péquiste.

Certains ont été rejetés par les électeurs même si on les croyait à l'abri de la défaite derrière une majorité confortable amassée en 1973. Ce sont MM. Jean-Paul L'Allier, ministre des Affaires culturelles, Bernard Lachapelle, ministre d'État au Conseil exécutif, à l'OPDQ et à l'Éducation, Normand Toupin, des Terres et Forêts, Paul Phaneuf, du Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports, Guy Saint-Pierre, de l'Industrie et du Commerce, Robert Quenneville, du Revenu, qui avaient tous été élus en 1973 par plus de 6.000 voix de majorité.

D'autres, dont la majorité était moins confortable, n'ont pas résisté à l'attaque des candidats du Parti québécois. Cesont MM. Gérald Harvey, ministre du Travail, dans Jonquière, Denis Hardy, ministre des Communications, dans Terrebonne, Jean Bienvenue, ministre de l'Éducation, dans Crémazie, et Jean Cournoyer, des Richesses naturelles, que le PLQ avait désigné pour prendre la relève du démissionnaire Claude Simard, dans Richelieu.

D'autre part, Mme Lise Bacon, ministre de l'Immigration, et M. Paul Berthiaume, ministre d'État du Transport, pourraient subir le même sort lorsque le résultat final sera connu dans leurs comtés.

Parmi les ministres qui ont été défaits, certains étaient des pro-



Louis-Philippe LACROIX

ches collaborateurs et des hommes de confiance du chef libéral, M. Robert Bourassa, lui-même battu dans Mercier. C'est le cas de MM. Gérald Harvey, Guy Saint-Pierre, Bernard Lachapelle et Jean Bienvenue.

Marchand et Comtois

Deux des candidats que le Parti libéral du Québec avait recrutés chez les libéraux fédéraux, MM. Jean Marchand et Roland Comtois, ont été battus par des candidats péquistes. Seul M. Bryce Mackasey est sorti victorieux dans Notre-Dame-de-Grâce.

Il faut dire que MM. Marchand et Comtois avaient des adversaires de taille et que le PLQ ne les avait pas délégués dans les comtés les plus faciles. L'ex-ministre fédéral des Transports a eu à affronter M. Claude Morin, bien ancré dans Louis-Hébert, et M. Comtois a eu à rencontrer l'économiste-vedette du Parti québécois, M. Jacques Parizeau, dans L'Assomption.

D'autres recrues libérales ont eu un meilleur sort. Mme Thérèse



Paul BERTHIAUME

Lavoie-Roux a été élu dans L'Acadie. M. André Raynauld, ex-président du Conseil économique du Canada, dans Outremont, et M. Bryce Mackasey, dans Notre-Dame-de-Grâce, sont les seules nouvelles figures libérales qui joindront les rangs de l'opposition au Parlement québécois.

Les ministres et députés qui ont réussi à garder leur comté au Parti libéral ont affirmé lundi soir qu'ils mettraient dorénavant toutes leurs énergies à défendre le fédéralisme, talonnant le Parti québécois pour le forcer à tenir le référendum promis au cours de la campagne électorale.

Garder le Québec dans la Confédération

"L'un des rescapés, M. Claude Forget, ex-ministre des Affaires sociales, a pour sa part signalé que l'opposition libérale s'efforcera de garder le Québec au sein de la Confédération canadienne. "Cet objectif devient notre priorité", a-t-il dit. Mme Thérèse Lavoie-Roux, elle, précisait que le PLQ a mainte-

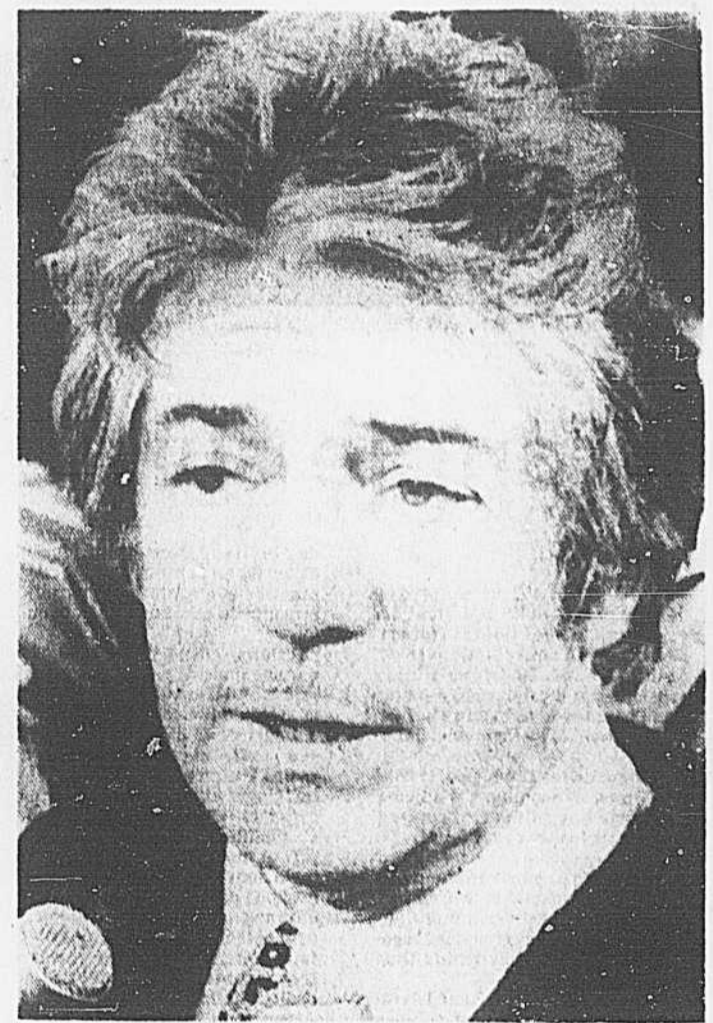


Lise BACON

nant tout un défi à relever puisqu'il devra surveiller de près les intérêts des Québécois qui ne veulent pas de l'indépendance du Québec.

"Il reste une bataille à faire. Et elle va être sérieuse celle-là. Il va falloir se battre pour l'autre étape. On va relever nos manches et le faire. Le sort du pays ne se joue pas à ce moment-ci. Considérons ce vote comme une étape puis qu'on a une période de deux ans pour se préparer au référendum promis par le PQ, a dit M. Jean Marchand. Selon lui, le Parti libéral devra s'identifier comme un parti fédéraliste. "Mais moi, a-t-il dit, je ne veux pas passer deux ans dans cette "boîte-là".

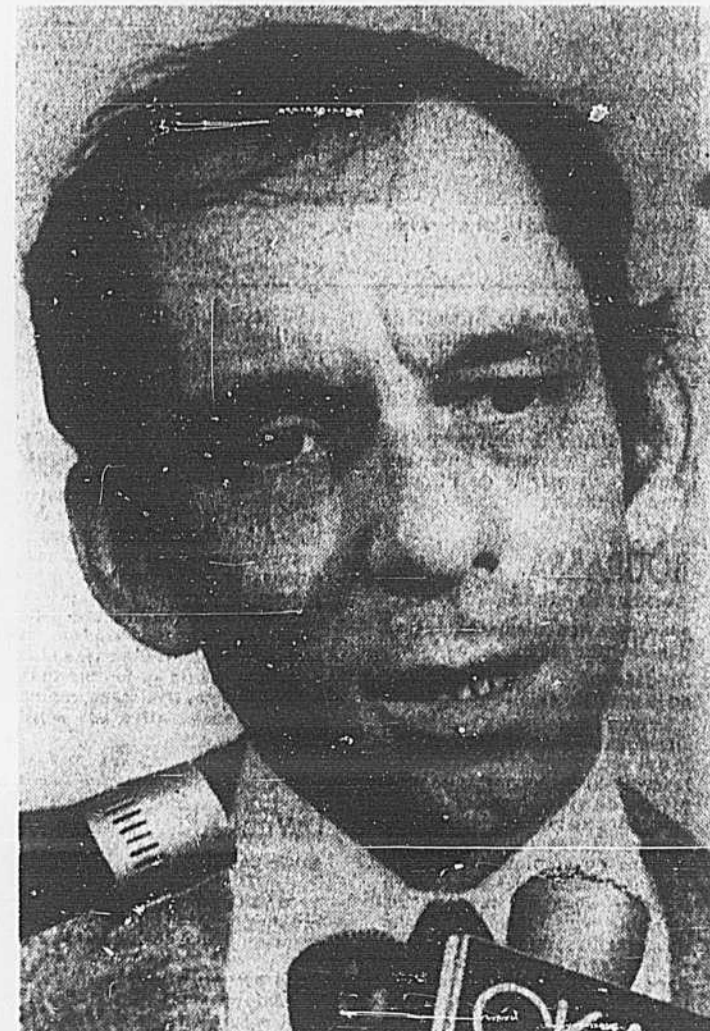
M. Bryce Mackasey prétend qu'il ne faut pas "paniquer devant la victoire péquiste". Quant à lui, le Québec est toujours partie intégrante du Canada. "Mais, dit-il, j'ai peur du PQ, et ne me demandez pas d'être gentil avec ces gens-là." Il estime que c'est le mécontentement provoqué par la loi 22 qui a causé la perte du gouvernement Bourassa.



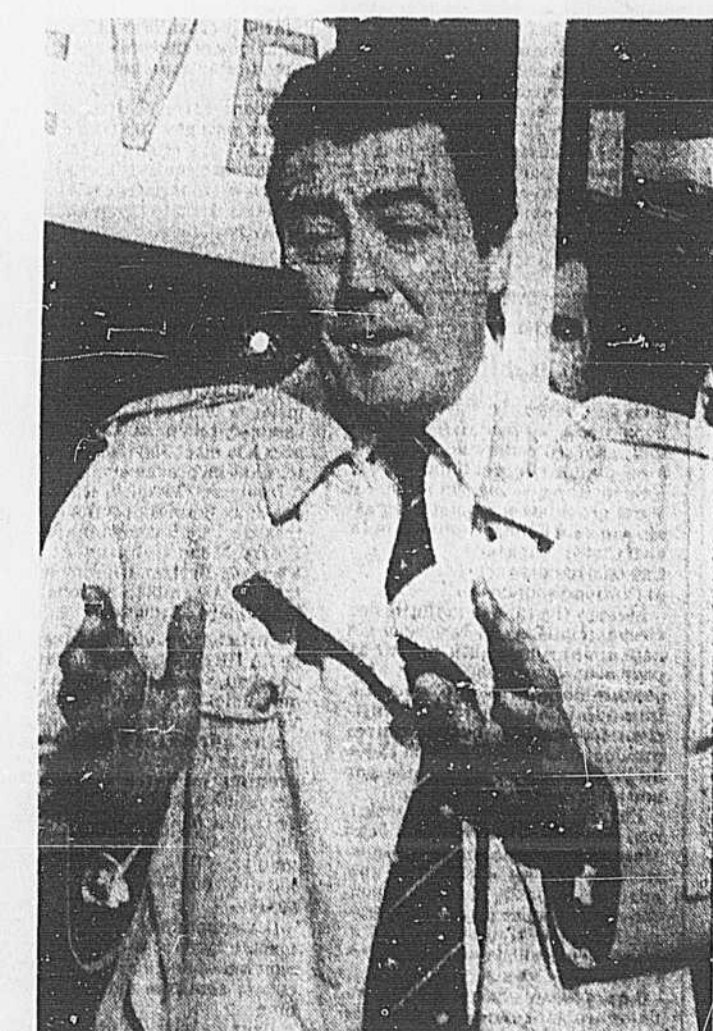
M. Jean Marchand qui avait quitté son siège au Parlement pour affronter le candidat le plus prestigieux dans la région de Québec, M. Claude Morin, a subi sa première défaite électorale.



M. Guy Saint-Pierre, des ministres les plus importants du gouvernement Bourassa, était aussi un des favoris dans l'éventualité d'une course à la direction du Parti libéral. Mais sa défaite d'hier...



M. Jean Cournoyer a été défait dans Richelieu, circonscription que représentait auparavant le ministre Claude Simard. Cournoyer qui a longtemps été ministre du Travail était ministre des Richesses naturelles au moment de sa défaite.



M. Jean Bienvenue, qui, comme ministre de l'Éducation, aurait convaincu le premier ministre de dire non au Conseil avant d'annoncer des modifications à la loi 22 au milieu de la campagne électorale.



Camille Laurin, député de Bourget, chef parlementaire de 70 à 73 et président de l'exécutif du Parti québécois se verra certes attribuer un ministère de première importance.



Jacques-Yvan Morin, chef de l'opposition de 1973 jusqu'au déclenchement de l'élection et Lise Payette une des candidates vedettes qui a sûrement beaucoup contribué à l'élection du Parti québécois, seront tous deux membre du premier cabinet péquiste.



Le futur cabinet : l'embaras du choix



Robert Burns, qui est député de Maisonneuve depuis 1970 et qui s'est toujours illustré à l'Assemblée nationale sera certes appelé à faire partie du premier cabinet Lévesque.

par Pierre-Paul GAGNE
Même si moins d'une quinzaine seulement des députés péquistes élus hier possèdent déjà une expérience parlementaire, M. Lévesque n'aura sans doute aucune difficulté à former son Cabinet si on considère la pleiade de candidats vedettes du parti qui siègeront à l'Assemblée nationale.

Hier, M. Lévesque n'a rien dit de ses intentions quant à la formation de son Cabinet, mais on peut d'ores et déjà affirmer qu'il ne pourra pas ignorer des députés comme Jacques Parizeau, Claude Morin, Rodrigue Tremblay, Jacques Couture, Lise Payette, Pierre Marois, Bernard Landry et Clément Richard.

Sans compter les six députés sortants du parti qui ont tous été réélus hier: Jacques-Yvan Morin, Robert Burns, Claude Charron, Marcel Léger, Marc-André Bédard et Lucien Lessard.

Sans compter, également, l'élection de plusieurs députés qui ne faisaient pas partie de la dernière législature, mais qui furent, ou bien députés péquistes de 1970 à 1973, ou bien députés unionistes de 1966 à 1970. À ce chapitre, il faut

compter MM. Jean-Guy Cardinal, Camille Laurin, Guy Joron, Maurice Martel et Jérôme Proulx.

Même s'il est nettement prématuré pour effectuer des prédictions précises, on peut présumer que, à cause de l'expérience qu'ils possèdent déjà, des députés comme Jacques Parizeau, Guy Joron et Rodrigue Tremblay se verront décerner des portefeuilles à vocation économique tels les Finances, le Revenu et l'Industrie et Commerce.

Claude Morin ainsi que Jacques-Yvan Morin, quant à eux, devraient normalement se voir confier des responsabilités au chapitre des relations intergouvernementales du Québec avec Ottawa et les autres provinces, ainsi qu'avec l'étranger.

Par ailleurs, en bonne partie à cause de l'expérience qu'ils ont acquis à l'Assemblée nationale, on peut penser que:

- Robert Burns, en plus de devenir leader du gouvernement, pourrait accéder à la Justice;
- Marc-André Bédard pourrait décrocher le ministère du Solliciteur général;

— Marcel Léger serait également bien placé, soit pour les Affaires municipales, soit pour l'Environnement ou soit encore pour les Sports et Loisirs.

Quant aux députés Claude Charron et Lucien Lessard, ils se sont particulièrement préoccupés, ces derniers trois années, de l'Éducation et des Affaires sociales, pour ce qui est du premier, et de l'Agriculture ainsi que des Terres et Forêts, pour ce qui est du député réélu du Saguenay.

Il faut dire que le ministère des Affaires sociales pourrait également fort bien être attribué à des députés comme le Dr Camille Laurin ou encore le Dr Denis Lazure.

Aux Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, M. Lévesque pourrait, là aussi, avoir le choix entre deux de ses députés: M. Pierre Marois, qui a acquis une solide expérience des problèmes des consommateurs en tant que directeur général des Caisses d'économie familiale, et Mme Lise Payette, qui a conduit avec brio la cause des auxiliaires de Tricofil.

Par ailleurs, rappelons-le, M. Jean-Guy Cardinal fut déjà ministre de l'Éducation, sous le dernier gouvernement de l'Union nationale et pourrait bien être appelé à occuper des fonctions semblables dans le Cabinet Lévesque.

Sans doute est-il utile de rappeler qu'un premier ministre, au moment de former son Cabinet, doit tenir compte de toute une série de facteurs qui ne tiennent pas toujours nécessairement compte du seul critère de la compétence.

Ainsi donc, un premier ministre doit voir à ce que toutes les régions soient représentées et à ce que toutes les tendances à l'intérieur de son parti trouvent une voix au Conseil des ministres.

Également, on peut présumer que M. Lévesque tiendra à ce qu'une femme accède aux banquettes ministérielles.

Dans son dernier Cabinet, le premier ministre Bourassa comptait 27 ministres, nombre qui pourrait quelque peu être augmenté sous l'administration Lévesque si on considère que quelques ministres occupaient deux portefeuilles à la fois.



Marcel LEGER



Pierre MAROIS



Jacques PARIZEAU



Claude CHARRON

Peut-être son petit côté cowboy...

par André BÉLIVEAU
"Ca, c'est mon petit côté cowboy", déclarait Gerald Godin le 31 mars dernier devant le CRTC qui l'interrogeait sur les motifs de son intervention contre le fameux blitz anti-Loi 22 de CFCF. Je n'ai rien à perdre et quand je pense que j'ai quelque chose à dire, je le dis..."

C'est sans doute encore son "petit côté cowboy" qui a incité ce diable d'homme à se lancer dans la lutte contre Robert Bourassa dans Mercier. Mais s'il a réussi l'incroyable — battre le premier ministre dans sa propre circonscription — c'est sans doute aussi parce qu'il possède d'autres qualités.

Du plus loin que je me souviens — et cela remonte à nos années de collège à Trois-Rivières, dans les années 50 — Gerald Godin m'est apparu comme une sorte de casse-cou souriant, tranquille, à la fois éminemment actif.

Un littéraire, certes. Gavroche, indiscipliné. Il n'y a qu'à regarder sa feuille de route. Mais aussi un être ardent, résolu, d'une rare fidélité à ses idées.

À 20 ans, il tournait le dos au sacro-saint B.A. de l'époque et s'improvisait journaliste au "Nouveliste", à Trois-Rivières. Deux ans plus tard, il se retrouve au "Nouvel Journal", aux pages littéraires.

Des poèmes et une vieille Volvo
À l'époque, il écrivait des poèmes ("Cantouques", etc.) et conduisait une vieille Volvo bricoleuse qui avait sans doute été l'une des premières de sa famille à venir se risquer en terre d'Amérique. Je pense qu'il n'écrivit plus de poèmes. Mais je ne l'ai toujours vu, depuis, qu'au volant de bagno-

les d'occasion qui lui ont fait bien de la misère...

Après le "Nouvel Journal", il passa à Radio-Canada, où il fut chercheur pendant quelques années à l'émission "Aujourd'hui". Puis à l'ONF. Tout en collaborant régulièrement au magazine Maclean et à l'Actualité.

Entre-temps, il s'était joint à l'équipe de "Parti pris", groupe de jeunes penseurs contestataires dont la revue connut un certain succès à l'époque. Et quand la revue disparut, il continua, lui, à animer la petite maison d'édition qui en était née — et qui a donné depuis à la littérature québécoise quelques-uns de ses titres les plus importants.

Il fut de la toute première équipe de "Québec-Press", hebdomadaire coopératif surgi des milieux syndicaux qui, de 1969 à 1971, incarna presque à lui seul la presse

d'opposition québécoise. Embauché comme journaliste, il en devint finalement le directeur.

Ce journal étant disparu, Gerald Godin devint vice-président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, ou il apporta un souffle de renouveau.

Mais le journalisme l'intéressait toujours. Entre ses activités à la Société Saint-Jean-Baptiste et la direction de sa maison d'édition, il trouva le temps de participer à de nombreuses autres entreprises. Il fut par exemple membre du conseil d'administration de Sodep, la société editrice du "Jour", président du Tribunal de la culture québécoise et membre du conseil d'administration de l'Association des éditeurs canadiens du Québec.

Triomphe dans les cuisines
D'allure nonchalante, gouailleur, frondeur même, Gerald Go-

din, qui a en 38 ans il y a trois jours, est à la fois homme de pensée et d'action. Sous son apparente instabilité, il a manifesté au fil des années une constance à lui-même, une persévérance dans la poursuite de ses objectifs qui commandent le respect. Profondément démocrate — d'autres, plus nerveux, l'ont parfois accusé de mollesse — il sait écouter.

Ce sont ces qualités, alliées à un charme indéniable, à la solidité de ses convictions et à un travail incessant de lui-même et de ses supporters qui ont permis à ce poète quasi inconnu sur la scène électorale d'aller triompher de Robert Bourassa dans les cuisines de Mercier.

Car c'est là que Gerald Godin a gagné ses élections. Là, et dans la délicate que s'est infligée à lui-même le Parti libéral.



Joe Clark veut rassurer le Canada

par Lionel DESJARDINS de notre bureau d'Ottawa

OTTAWA — Le Canada était encore tout abasourdi par les résultats des élections que M. Joe Clark, chef des conservateurs fédéraux et leader de l'Opposition, tentait de les rassurer.

L'atmosphère à Ottawa était tendue, tous les media d'information annonçaient la formation d'un gouvernement péquiste. Le premier ministre Trudeau n'avait pas encore fait de déclarations lorsque M. Clark s'est présenté devant les journalistes. Certains s'empresaient de lui demander si c'était la fin du Canada.

Les commentaires du chef de l'Opposition se sont vus très rassurants.

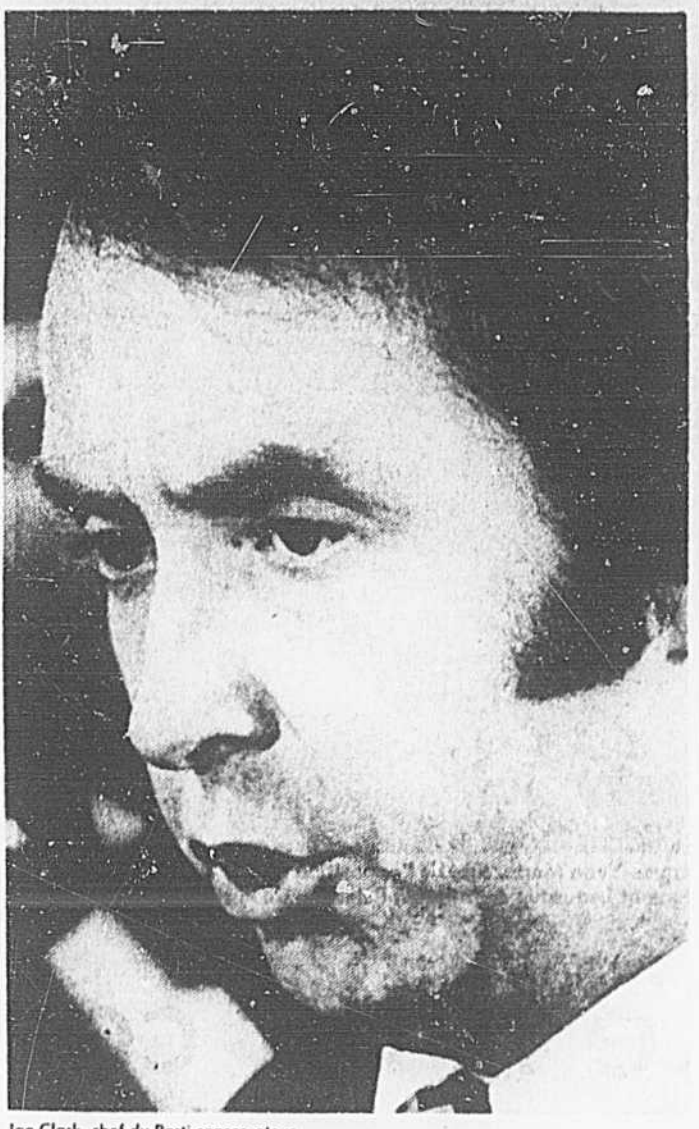
"L'élection qui a eu lieu aujourd'hui au Québec n'avait rien d'un référendum sur la Confédération. Les électeurs ont d'abord et avant tout porté un jugement sur les réalisations de l'administration sortante et selon toute évidence le dossier du gouvernement libéral était à certains égards déficient.

"Je ne peux certainement pas me rejouer de ce qu'un parti voue à la séparation du Québec ait été élu. J'ai noté la promesse de monsieur Lévesque de ne pas procéder dans cette voie sans l'appui spécifique du peuple québécois et je crois que c'est un homme de parole.

"Si on leur donne la chance de se prononcer sur une question aussi fondamentale, je n'hésite pas à croire que la majorité des Québécois, tant francophones qu'anglophones, réaffirmera sa foi dans le Canada. Dans cette ligne de pensée, il faut souligner que le Parti québécois a récolté moins de 40 p. cent des votes et que, même parmi ce support, beaucoup ont voté pour le Parti québécois en dépit et certainement pas pour, leur option séparatiste.

"Pour tous les Canadiens du Québec et de par tout le pays, il est essentiel d'éviter toute panique devant ces résultats et de refuser toute tentation de polariser la situation. Au contraire, c'est le temps pour tous les Canadiens calmes et réfléchis de réaffirmer, dans toutes les provinces, leur attachement à leur croyance dans les bienfaits d'un fédéralisme positif et sain.

"Bien que la présence de l'Union nationale se soit fortement manifestée, il est malheureux que les électeurs du Québec n'aient pas perçu chez les différents partis d'opposition une alternative fédéraliste valable. Cela démontre la nécessité pour nous du Parti progressiste-conservateur de poursuivre nos efforts en vue de nous assurer qu'une telle alternative existe au niveau fédéral dans la province de Québec."



Joe Clark, chef du Parti conservateur

Un appel au calme lancé par Raynault

par Jacques BENOIT

La victoire du Parti québécois est très nette, en ce sens qu'on ne peut l'expliquer en l'attribuant seulement à la présence de tiers partis dans la course, a déclaré hier soir en substance à LA PRESSE le nouveau député libéral d'Outremont, l'économiste André Raynault, ex-président du Conseil économique du Québec.

Je crois qu'ils ont de bons hommes au PQ, a ajouté M. Raynault, ce n'est pas un parti irresponsable, et ils vont vouloir gérer le Québec avec le sens du devoir.

Précisant que l'élection d'hier ne signifiait pas, selon lui, que la majorité des Québécois sont en faveur de l'indépendance, M. Raynault a dit craindre, pour l'instant, les réactions de la partie de la population qui n'a pas voté pour le Parti québécois.

"Je voudrais que les gens se comportent en gens responsables", a-t-il dit, lançant ainsi — comme MM. Bryce Mackasey et Victor Goldbloom — un appel au calme à tous, étant donné, a-t-il poursuivi, qu'il s'agit d'un changement de gouvernement et non de régime politique.

Songeant sans doute surtout à la population anglophone du Québec, M. Raynault a cité, comme réactions négatives éventuelles, les départs du Québec, le refus d'ouvrir en vue de son progrès et de son épanouissement et les déplacements d'entreprises.

"Les gens du PQ, a-t-il repris, n'ont aucun intérêt à se comporter en gens irresponsables; et eux-mêmes vont vouloir rassurer la population."

Questionné sur la défaite libérale, l'économiste a dit qu'il en était "plutôt étonné", et il l'a expliquée par "la profonde insatisfaction à l'endroit de la gestion économique et sociale du Québec par les libéraux".

Victor Goldbloom

Pour sa part, M. Victor Goldbloom, lui aussi réélu, a déclaré ne pas être en mesure d'expliquer la défaite de son parti. "C'est un peu prématuré, a-t-il dit, d'expliquer ce qui s'est passé."

Au sujet de sa réélection, M. Goldbloom a souligné, fidele à sa manière discrète: "Au départ, les gens étaient hostiles, mais ça a changé par la suite. J'ai fait comprendre mon message, je n'ai pas fait campagne de façon à faire peur aux gens, je n'ai jamais été un petit politicien."

L'unité du Canada subsiste, a-t-il dit, ajoutant qu'il n'était pour sa part pas inquiet. "J'ai un calme proverbial et j'ai l'intention de le garder, car je suis convaincu du respect réciproque que nous avons entre nous, Québécois."

Bryce Mackasey

Selon, par ailleurs, le nouveau député libéral de Notre-Dame-de-Grâce, M. Bryce Mackasey, le Canada n'a pas à prendre panique, car, a-t-il dit, rien n'est changé, rien n'est fait, en raison du fait que la grande majorité des Québécois, selon les sondages, sont opposés à l'idée d'indépendance et que ce n'est pas demain que se tiendra un référendum sur la question.

Ferdinand Lalonde

Reélu lui aussi, M. Fernand Lalonde a déclaré que la victoire du Parti québécois n'était pas, à ses yeux, une "surprise complète, si on se reporte aux derniers sondages".

A son dire, ce sont la loi 22 et le taux élevé d'insatisfaction qui expliquent la défaite libérale, et le fait, a-t-il dit, que la faiblesse de l'opposition, de 73 à 76, a contribué à la faiblesse du gouvernement lui-même.

Selon lui, 40 des comtés pris par le Parti québécois l'ont été grâce à la hausse du nombre de voix qu'il a obtenus, alors que les autres lui ont échoué à la faveur de la remontée de l'Union nationale.

Parmi les raisons de la défaite libérale, il a, par ailleurs, écarté la venue, sur la scène québécoise, des libéraux fédéraux, Jean Marchand, Bryce Mackasey et Roland Comtois. "On n'avait pas besoin des libéraux fédéraux pour se faire du tort, on s'en est fait assez nous-mêmes", a-t-il dit.

Lucien Caron

"Il aurait fallu régler les conflits ouvriers... on les a réglés, mais trop tard, a pour sa part souligné le député de Verdun, M. Lucien Caron.

"Samedi après-midi, je prévoyais déjà ce qui arrive ce soir, mais en moins fort."

A son avis, un certain nombre de députés libéraux avaient négligé de s'occuper suffisamment de leurs circonscriptions. "C'est ce que veut la population, il y en a qui ont péché par excès de confiance".

Enfin, a-t-il dit, critiquant ainsi indirectement les louvoisements du gouvernement sortant, "on est victimes du contexte actuel: aujourd'hui il faut prendre position, il faut s'affirmer".

A la place de Bourassa Garneau ou Gérard-D.?

par Daniel L'HEUREUX

La défaite personnelle de Robert Bourassa dans son comté de Mercier, qui ne l'empêche pas de demeurer chef du Parti libéral du Québec, pose néanmoins la question suivante: qui dirigera l'Opposition officielle à l'Assemblée nationale?

C'est le caucus des députés libéraux qui déterminera celui d'entre eux qui doit occuper le poste de chef de l'Opposition officielle, tout comme celui presque aussi important de "leader" de l'Opposition officielle.

Néanmoins, tout indique que le député de Jean-Talon, M. Raymond Garneau, et celui de Bonaventure, M. Gérard-D. Lévesque, sont les deux libéraux les plus susceptibles d'occuper les fonctions

de chef et de leader de l'Opposition officielle. Il est plus difficile cependant de prédire lequel des deux serait le chef, lequel serait le leader.

Il faut souligner que libéraux prestigieux ou influents au sein de la nouvelle députation libérale forment maintenant à peine la douzaine!

Outre MM. Garneau et Lévesque, les vedettes libérales qui ont résisté hier à la vague péquiste sont MM. Claude Forget, Fernand Lalonde, Raymond Mailloux, Julien Glasson, Oswald Parent, Victor Goldbloom, Jean-Noël Lavoie, André Raynault, Thérèse Lavoie-Roux et Bryce Mackasey. A ces noms, il y faudra possiblement ajouter ceux de Lise Bacon et Paul Berthiaume, deux ministres dont

la réélection était encore incertaine hier soir.

C'est de toute évidence M. Gérard-D. Lévesque, qui était déjà vice-premier ministre et leader du gouvernement à l'Assemblée nationale, qui a la plus vaste expérience parlementaire.

C'est par contre Raymond Garneau qui, parmi les rescapés du raz de marée péquiste, avait les ambitions les plus évidentes à devenir un jour chef du Parti libéral.

Il ne serait donc pas étonnant que M. Garneau émerge comme le chef parlementaire des libéraux et que M. Lévesque devienne le leader de l'Opposition, bien que l'inverse soit également possible.

Soulignons, pour ceux qui ne sont pas familiers avec les coutu-

mes du parlementarisme de type britannique, que le rôle du chef de l'Opposition officielle est de diriger les députés de son parti quant aux positions qui seront prises par celui-ci sur les différentes questions soumises à l'Assemblée nationale. Le leader s'occupe plutôt des questions relatives à l'agencement des travaux de la Chambre ainsi qu'aux questions de procédure.

Le chef parlementaire est ordinairement le chef du parti, sauf évidemment quand ce dernier n'est pas élu. Quand on a demandé hier à Fernand Lalonde s'il prévoyait un congrès à la chefferie à brève échéance, celui-ci a répondu: "La question est prématurée: le ciel vient à peine de nous tomber sur la tête".

Le vote populaire

	1976	1973
Lib.	1,076,233 (34 p. 100)	1,623,734 (55 p. cent)
PQ	1,275,335 (40)	897,809 (30)
UN	590,841 (19)	146,209 (5)
RC	156,786 (5)	294,706 (10)
Autres	61,556 (2)	8,520 (0)
TOTAL*	3,163,751	2,970,978

*Ceci représente 94,7 p. 100 de tous les bureaux de scrutin.

Probablement la fin de la carrière de Choquette

par Fernand Beauregard

Jérôme Choquette, pendant 16 ans considéré comme un des hommes forts du gouvernement et du parti libéral du Québec, ministre démissionnaire et fondateur, il y a moins d'un an, du Parti national populaire, a peut-être vécu hier soir, les derniers moments de sa carrière politique.

Après avoir vu son parti sauté de l'extinction totale par la réélection de l'ex-credentis Fabien Roy dans Beauport, il a dû subir l'humiliation d'une décisive défaite aux mains des électeurs d'Outremont qui non seulement lui refusait un quatrième mandat mais lui faisaient perdre son cautionnement.

Et pourtant, face à ces deux étonnants échecs, le leader du PNP, a manifesté d'étonnante façon, dans les mots adressés à la centaine d'organisations et partisans rassemblés dans un hôtel de l'Ouest de la métropole, qu'il avait véritablement l'effort d'un chef.

"Mes amis, disait-il, ce soir, ce n'est pas le moment de pleurer. Le Québec a fait son choix. La volonté démocratique s'est exprimée. Nous sommes tous des compatriotes et nous restons tous unis".

Après s'être dit convaincu que le message d'unité qu'il avait tenté de porter partout au Québec ne sera pas perdu, M. Choquette a déclaré: "Vous savez, la vie politique est pleine de changements subits et d'évolutions. Et ce n'est pas parce que ce soir, nous

avons essayé une défaite que la vie s'arrête là. Mes chers amis, je ne vous dis pas adieu, mais au revoir".

Cet au revoir signifie-t-il que le leader du PNP continuera de diriger les destinées de son parti, malgré le quasi-total désaveu que vient de lui servir l'électorat québécois?

Où M. Choquette, beaucoup plus déçu et attristé qu'il ne l'a laissé paraître dans le bref message qu'il livra à ses partisans, a-t-il dans son for intérieur, décidé de sortir de l'arène politique ou après avoir connu une prestigieuse carrière, il se voit brutalement chassé d'un comté qu'il avait représenté pendant une décennie et assiste, impuissant, à l'écrasement d'un parti dont il avait rêvé de faire l'instrument d'un renouveau politique au Québec.

La réponse à cette question se trouve sans doute dans ces quelques mots: "Mes chers amis et fidèles partisans, vous donner à ce moment-ci, un mot d'encouragement me paraîtrait peut-être audacieux. Le seul mot que je puisse exprimer, c'est de dire que la vie va continuer au Québec et qu'il faut s'habituer que le Québec retrouve le chemin de son avenir et ne se laisse pas enliser dans des solutions négatives du progrès pour la collectivité".

Et il terminait par ces mots, qu'accueillant d'interminables applaudissements et braves: "Alors, sourions, malgré tout". C'est sur cette note pathétique que semble prendre fin, pour le PNP, une existence presque

éphémère. Fondé par Jérôme Choquette, en décembre 1975, soit deux mois à peine après sa fracassante démission du cabinet Bourassa et du Parti libéral, le PNP a été officiellement — du moins officiellement — par un complet désaccord au sujet de la loi 22, le Parti national populaire n'a jamais vraiment démarré. Né prématurément, sans que son procréateur ait eu la sagesse de vraiment préparer sa venue, le PNP a trebuché d'obstacles en obstacles incapable de donner de solides structures, sans jamais réussir à se doter de moyens financiers, tombant dans le piège grossier tendu par l'Union nationale qui n'avait d'autre objectif que de l'absorber et finalement se voyait prendre au dépourvu dans un pitoyable état d'impréparation par le déclenchement d'élections prématurées.

Jérôme Choquette tiendra-t-il l'engagement qu'il a pris à maintes reprises dans les derniers jours de la campagne électorale, engagement de continuer à diriger le PNP quels que soient les résultats du vote?

S'il décide de poursuivre l'aventure il risque fort de connaître, après la dure leçon qu'il vient d'apprendre, à l'effet que le prestige personnel et une réputation sans tâche ne suffisent pas pour séduire l'électorat, il prend la décision de quitter, provisoirement ou de façon permanente, la scène politique québécoise, il pourra se glorifier d'avoir légué à sa province, les réformes juridiques les plus progressives qu'elle ait jamais connues.

radio-télévision PAR LOUISE COUSINEAU

J'ai beau chercher, ce fut une soirée parfaite

C'est quand Bernard a dit, à 7 heures hier soir: "Le cœur me débat", que je me suis, pour une fois, pleinement sentie en harmonie avec ma télé. Parce que moi, le cœur me débatait depuis six heures. Avez-vous remarqué comme la période de six heures à sept heures a été longue? Ça faisait trois heures que je regardais et il n'était que six heures un quart. Je me sentais isolée dans mon affolement. Et voilà que le beau Bernard annonce que le cœur lui débat.

Je ne m'étais pas rongé les ongles pendant rien.

Quelle soirée ce fut. Techniquement, elle fut parfaite, sauf peut-être au début, ces lectures de résultats où l'on ne voyait pas les chiffres. Alors je suis allée au 10, où l'on annonçait des résultats dans les polls ou il n'y avait que trois votes d'entrés. Dans l'état où j'étais, ces miellés étaient un regal, un festin.

A 8h30 à CJMS, Jean Pare du magazine Actualité était déjà en train de composer le cabinet de M. Lévesque.

J'ai fait constamment le tour des stations. Au 12, on montrait les résultats dans Bonaventure, où Gérard-D. Lévesque menait. Et voilà que l'annonceur se met à nous parler de René. Tout mêlé dans ses Lévesque.

A l'encontre de l'élection américaine d'il y a deux semaines où il a fallu attendre après quatre heures du matin pour être sûr du résultat, celle-ci était déjà consommée une heure trente après la fermeture des bureaux de scrutin. Heureusement: combien de cœurs auraient flanché s'il avait fallu que ça aille jusqu'aux petites heures. Le mien en premier, qui débat encore mais pas pour les mêmes raisons qu'à sept heures.

Radio-Canada avait eu le génie d'inviter du "vrai monde" pour commenter les résultats. Ça nous a donné en début de soirée un M. Lamarche (pas Guy le professionnel) qui y est allé rondement de ses analyses, déplorant la défaite de Lalonde, "le seul bon ministre du cabinet Bourassa", entonna-t-il, mais se réjouissant de la victoire de Pierre de Bellefeuille, dont le nom a toujours été raccourci par la machine, qui ne tolère pas les longueurs.

Quelqu'un va sans doute nous expliquer aujourd'hui, ailleurs dans le journal, pourquoi nous n'avons jamais reçu en début de soirée des nouvelles du comté de Mercier, qui nous ont constamment été relayées via le quartier général du Parti libéral.

Ni pourquoi, alors qu'un comté aussi lointain que Beauce-Sud avait déjà élu son candidat, nous étions sans la moindre petite nouvelle d'Outremont, à deux pas de Radio-Canada.

A Radio-Canada, on entendait à tous moments les applaudissements lors de l'élection des péquistes. On nous a finalement expliqué qu'on avait dit aux analystes "vrai monde" qu'ils avaient la permission de réagir comme s'ils étaient dans leur salon.

Cela a donné qu'au réseau anglais, alors que le commentateur David Bazay entonnait d'un air lugubre: "Canada is in Big Trouble", il y a eu derrière lui une salve d'applaudissements. Un candidat péquiste venait de rentrer, mais les pauvres spectateurs anglais qui suivaient l'affaire ont dû se sentir bien mal. Le salon de Radio-Canada était à côté du studio de la CBC.

Le cerveau du 10 a constamment eu du retard sur celui de Radio-

Canada. A 9h 05, il y avait encore quatre comtés à venir au 10, tandis qu'à Radio-Canada ils étaient déjà casés.

Quand je serai bien vieille, un soir à la chandelle, je raconterai peut-être à mes petits-enfants comment Bourassa a fait un beau discours sans récriminations ce soir-là, et que j'ai vu ça. Et qu'après, Lévesque est arrivé au micro, et que je me suis mise à pleurer, mais pas pour la même raison qu'en 1973. Et il a dit une phrase pour une fois facile à prendre en note et facile à citer sans le trahir. Il a dit: "J'ai jamais pensé que je pouvais être aussi fier d'être Québécois que ce soir".

A côté de lui, il y avait Mme Payette qui avait l'air aussi émue que moi.

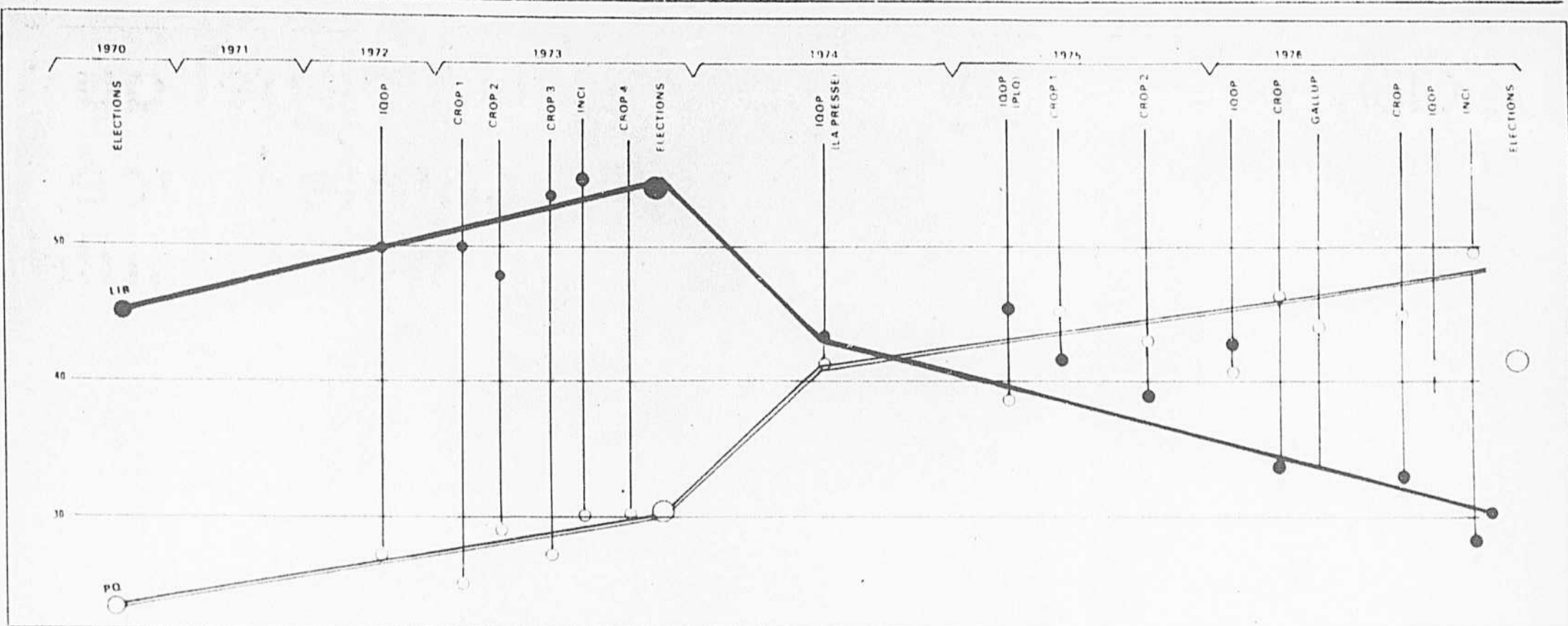
Après ça, pour tout vous dire, j'ai eu des distractions terribles. C'était plein de monde chez moi, arrivé à l'improviste, et c'est dans l'euphorie totale qu'on a regardé Serge Arsenault poser ses fleurs sur les murs sur la grande carte du Québec.

J'ai composé, dans cette euphorie, un poème en alexandrins à Bernard Derome, pour lui dire comment il avait été parfait. Comme mon poème était loin de l'être, je ne vais pas l'insérer en le publiant.

Une seule déception dans cette soirée: je n'aurai pas vu Camille Laurin s'exciter. Il était en train de s'exprimer tranquillement sur l'extraordinaire résultat quand on lui a annoncé que M. Bourassa venait d'être battu dans son comté.

Eh bien, le Dr Laurin a continué sans pousser un seul oac, la phrase qu'il avait commencée.

Comme on dit il y a sept ans: C'est-y assez fort?



La tendance indiquée par la majorité des sondages depuis 1973, et surtout ces dernières semaines, a été confirmée, malgré quelques écarts, par le résultat du scrutin d'hier soir. Les différences entre les niveaux donnés par les sondages et les pourcentages réels des partis peuvent s'expliquer par un "retour de flamme" assez normal d'une partie des indicateurs vers le parti au pouvoir, et aussi

sans doute par la crainte provoquée par l'éventualité de l'indépendance du Québec. A noter les trois derniers sondages d'IQOP, à contre-courant de la tendance présentée par toutes les autres maisons.

Personne ne voulait croire les sondages

par Yves LECLERC

Cette fois encore, les sondages préelectoraux ont eu raison... mais personne n'a voulu les croire.

Pourtant, depuis trois ans, les études des politologues avaient tracé pas à pas la courbe d'une montée lente et continue du Parti québécois qui, d'après la plupart des interprétations, avait pris les devants sur les libéraux, en baisse abrupte, vers la fin de 1974 ou le début de 1975.

De même, on avait prédit une remontée de l'Union nationale, peut-être pas aussi spectaculaire que celle qu'on a constatée hier, mais réelle. On avait également bien mesuré le peu d'impact des autres tiers partis sur l'élection.

Par ailleurs, les pourcentages mêmes des sondages laissaient entrevoir un gouvernement péquiste majoritaire. Si l'on se réfère aux résultats du passé, la combinaison d'un vote populaire de plus de 40 p. 100 au parti vainqueur et d'une division du reste de l'électorat en deux à toujours produit ce résultat.

Or, c'est exactement ce qu'indiquaient les deux sondages sérieux publiés au cours des dernières semaines. L'un, de CROP, accordait 41,3 p. 100 au PQ contre 22,8 aux libéraux et 10,5 à l'Union nationale. Ce qui donnait, une fois les indicateurs redistribués proportionnellement, 41,5 p. 100 au PQ, 32,1 aux libéraux et 11,9 à l'UN.

L'autre, des politologues Hamilton et Pinard, donnait 29,5 aux péquistes, 15,9 au PLQ et 8,4 aux unionistes, ce qui, répartition faite, équivaut à 16 p. 100 au PQ contre 28 p. 100 aux libéraux et 15 p. 100 à l'UN.

Il est maintenant clair que ces chiffres étaient un peu exagérés, mais il faut tenir compte du fait que les indicateurs ne se répartissent pas exactement dans la même proportion que les autres citoyens. Hamilton-Pinard, par exemple, avaient "pondéré" leurs données pour arriver à un rapport de 42 (PQ) à 35 (PLQ) et à 16 (UN) qui serait d'assez près la réalité.

Si on se fait aux proportions respectées dans la plupart des scrutins québécois depuis 1936, cela devait se traduire par une recolle de 60 à 70 sièges pour le Parti québécois, de 30 à 40 pour les libéraux, et d'une dizaine pour l'Union nationale. Quoique notre forme de scrutin à un seul tour à majorité simple puisse réserver bien des surprises, cela s'est révélé assez juste.

Une des raisons de ce fait est sans doute que l'avantage du PQ n'était pas concentré dans quelques régions, comme en 1973, mais s'étendait sur la quasi-totalité du territoire. Il en allait de même, à un degré moindre, des appuis des libéraux (à peu près les mêmes

partout sauf dans l'ouest de Montréal) et de ceux de l'Union nationale, plus ruraux qu'urbains, mais quand même étalés un peu partout, comme c'est le propre d'un vote de protestation classique.

La fidélité des électors

Autre facteur, le degré de fidélité des électors. Mesure par Hamilton-Pinard récemment, il démontre la remarquable constance de la clientèle péquiste, la désertion massive des rangs libéraux et le caractère essentiellement temporaire des effectifs de l'UN et du Parti national populaire. Ceux-ci représentaient jusqu'à maintenant ce que les politologues appellent des "partis de transition" qui recueillent des mécontents d'autres formations en attendant qu'ils aillent se fixer dans un des deux partis majeurs.

Il est cependant vraisemblable que grâce à ses succès d'hier, l'Union nationale se soit recrée une base électorale plus stable, composée seulement en minorité de vieux fidèles du parti, et peut-être en majorité d'ex-libéraux déçus. Avec ses 18 p. 100 et ses 11 députés, l'UN a une chance réelle de faire figure de parti permanent, et non plus de simple aiguillage entre libéraux et péquistes.

Si c'est le cas, le Québec pourrait se trouver pour plusieurs années avec une structure politique ressemblant tripartite.

D'autre part, on a beaucoup insisté pendant les derniers jours de la campagne sur le "phénomène de la peur" qui, disait-on, pouvait fausser sérieusement les prévisions des sondages.

Il semble que cet élément ait été effectivement joué, mais dans une proportion bien moindre. Quelque chose de l'ordre de 1 à 6 p. 100 de l'électorat, vraisemblablement. La dessus, il faudrait citer le politologue américain Richard Scammon, ancien directeur du Bureau fédéral du recensement. A son avis, aucun incident de parcours n'est assez fort pour influencer plus qu'environ 5 p. 100 des électeurs dans la dernière semaine d'une campagne, au moment où, en réalité, la grande majorité de ceux qui vont effectivement voter ont déjà leur idée faite.

C'est bien ce qui semble s'être produit ici.

L'IQOP

On n'a pas tenu compte ici de trois sondages de l'Institut québécois d'opinion publique (IQOP) réalisés au début de 1975, au début de 1976 et ces dernières semaines. La raison en est que ces études (dont une au moins a été réalisée pour le compte du Parti libéral) ont

donné des résultats loin à l'écart de la courbe générale de tous les autres travaux du même genre effectués dans les mêmes périodes. Dans les trois cas, l'IQOP donnait l'avantage aux libéraux, ce qui

d'ailleurs donne lieu à des reprises à ce qu'on a appelé des "guerres de sondages" à première vue du moins, il paraît bien que l'IQOP aura perdu non seulement trois batailles, mais la guerre.

Le "bloc fédéraliste", une mince majorité

Coincidence sans doute, mais frappante: alors que les derniers sondages mentionnés que 58 p. cent des Québécois étaient opposés à l'idée d'indépendance, le Parti québécois recueille plus de 41 p. cent des suffrages... soit presque exactement le reste. Un certain nombre de fédéralistes ont sans doute voté pour le PQ, mais ils sont en nette minorité.

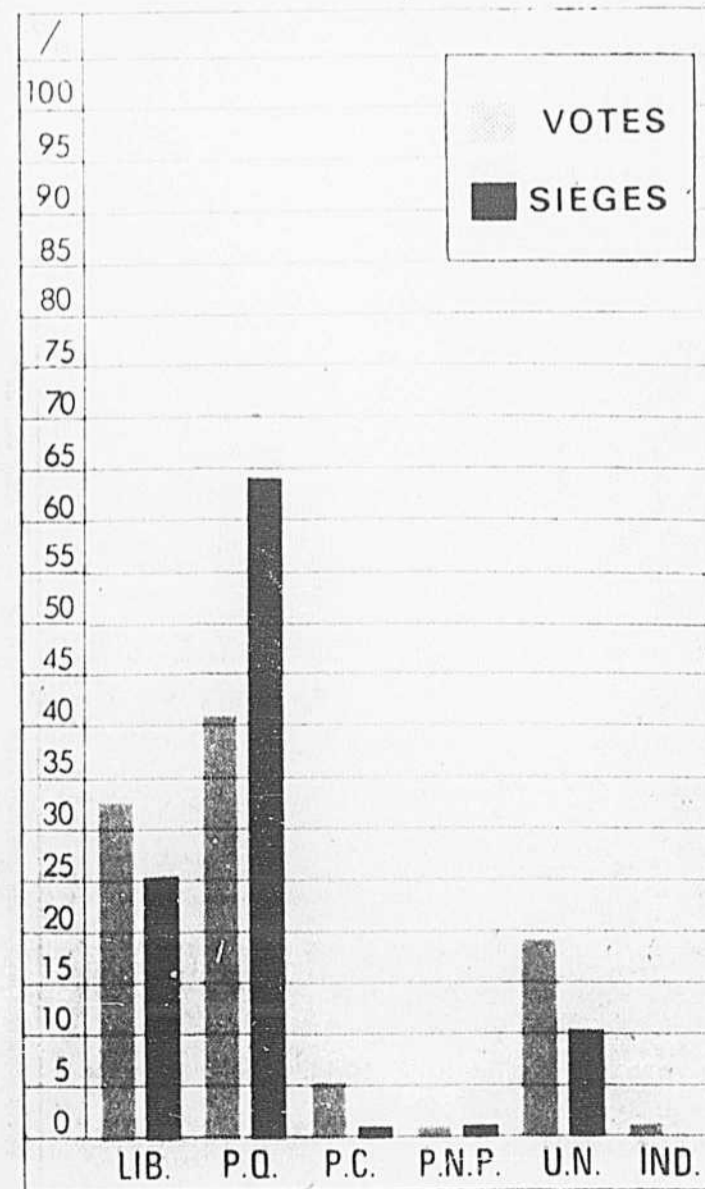
Par ailleurs, le degré de mesure d'insatisfaction à l'égard du gouvernement Bourassa était de l'ordre de 67 à 68 p. cent... et 33 p. cent des gens ont voté libéral. Là encore, presque exactement le reste. Les données encore incomplètes de la tabulation du vote populaire indiquent que le Parti libéral a perdu quelque 600.000 voix entre

1973 et 1976. Le deuxième perdant, le Crédit social de Camil Samson, a vu ses voix presque coupées de moitié. Tout cela au profit du PQ, qui a gagné quelque 350.000 voix, et de l'UN, qui a fait encore mieux, quadruplant presque sa part.

Le grand absent est évidemment le Parti national populaire qui, exception faite de la victoire personnelle de Fabien Roy dans la Beauce, n'a montré aucune force sérieuse ou que ce soit.

Si l'on excepte les créditistes, soigneusement nébuleux sur la question de l'indépendance ou du fédéralisme, on peut conclure que le "bloc fédéraliste" représente une mince majorité de la population, de l'ordre de 53 p. cent.

Les résultats en pourcentage



LA CAMPAGNE A LA CAMPAGNE



par Pierre Foglia

Si je suis surpris?... Ahuri, stupéfait serait un terme plus approprié que surpris. Quand j'ai quitté le village vers cinq heures hier, j'aurais gagné ma chemise que St-Prospier allait voter bleu. Toute la journée il avait fait un temps à voter bleu. A cause du ciel, du petit soleil qui faisait fondre la glace de la nuit, à cause du calme surtout. Le village avait l'air d'être rentré en lui-même, plus immobile encore que d'habitude, plus traditionnel. C'est ça qui m'a fait penser à l'Union nationale.

Il faut dire aussi que le candidat de l'UN, Gilles Gauthier, a accordé beaucoup d'intérêt à St-Prospier hier. On n'a vu que lui, serrant les mains avec un tel élan de sympathie qu'il aurait serré la mienne si je l'avais laissé faire.

Les St-Prospériens sont allés voter en famille, sans précipitation, mais sans s'attarder non plus. Après être passés dans l'isolement, quelques-uns sortaient par la cuisine, pour saluer leurs hôtes d'un moment, mais il n'y a pas eu d'engorgement, jamais plus de trois ou quatre voitures en même temps dans la cour des trois mai-

sons ou il y avait une boîte à scrutin. C'est que même pour voter ils ont leurs habitudes. Les Cossette passent après déjeuner, les Gagnon eux, c'est le matin comme l'hôtelier, et le soir c'est plutôt les jeunes, à la dernière minute, comme pour le reste!

Comment pouvais-je me douter en voyant leurs visages solennels sous leurs chapeaux des dimanches, qu'ils allaient voter péquiste!

C'est pourtant ce qu'ils ont fait, avec gravité justement, comme ils font le reste. 451 des 600 St-Prospériens inscrits ont voté hier. Ils ont donné 167 voix à Marcel Gagnon leur nouveau député péquiste, 160 à Gilles Gauthier et l'Union nationale, 124 à leur ex-ministre de l'Agriculture, Normand Toupin, et 32 seulement à Robert Fournier le candidat créditiste.

Les croix n'ont jamais été aussi bien faites... m'a dit madame Alexis-Gravel qui travaillait comme responsable d'un poll. Ce disant, elle n'appréciait pas le choix de ses concitoyens, mais bien le soin avec lequel ils ont rempli leur bulletin: "On n'en a pas rejeté un seul. Et tout s'est très bien passé. Aucun incident. Aucune chicane de dernière minute... tout a été parfait."

C'est elle qui m'a appris le résultat au téléphone, et dès qu'elle a raccroché, j'ai aussitôt rappelé à St-Prospier, cette fois pour parler à Jean-Louis Lefebvre, farouche créditiste, ce qui ne l'empêche pas d'être un des personnages les plus truculents du village, un des plus avisés politiquement aussi, je vous en ai d'ailleurs déjà parlé dans cette chronique.

— Grâce à vous j'ai bonne mine ce soir, père Lefebvre! Vous m'a-

St-Prospier, PQ



Marcel Gagnon, le nouveau député de Champlain... les Saint-Prospériens aussi ont voté PQ.

vriez dit que cette fois encore St-Prospier voterait rouge, et vous avez ajouté, que jamais vous ne vous étiez trompé dans vos prédictions électorales!

Il est parti à rire. Et c'est avec la même bonne humeur qu'il a commenté le vote de la province...

— Je ne vois pas ce que cette soirée peut avoir de particulièrement réjouissant pour un créditiste, père Lefebvre.

— Ce n'est pas triste non plus, m'a-t-il répliqué, toujours aussi

joyeux... parce que si Lefebvre tient seulement la motte des promesses qu'il nous a faites, on va être au paradis!

Sérieux cette fois, il est revenu à son village. Sais-tu ce que ça veut dire un vote péquiste à St-Prospier? Ça veut dire que les gens ne veulent plus de la politique. Des bouts de route, des cadeaux aux petits amis du parti, ça veut dire que d'un seul coup, ils ont assez vieilli politiquement pour prendre des décisions importantes. Moi je reste créditiste, et comme créditiste je trouve ça important et encourageant de voir que les gens ont maintenant une tête pour penser, pour décider. J'ai aimé mieux me battre contre des gens qui ont des idées que contre des gens qui se laissent acheter pour quatre milles d'asphalte.

— Comment a-t-on réagi à St-Prospier, après la victoire de Lefebvre?

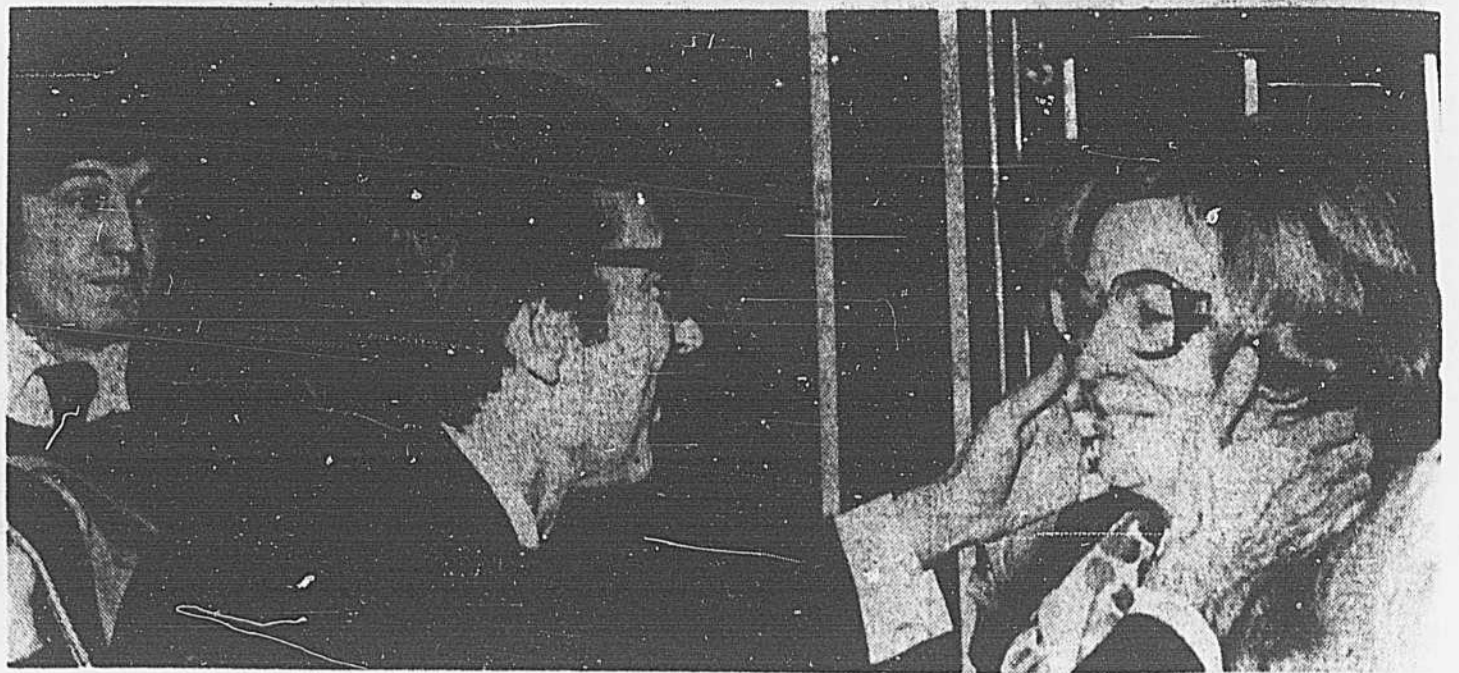
— Il y en a deux qui m'ont appelé, et qui tremblaient dans leurs culottes, mais je ne crois pas que ce soit général. Il n'y a pas que les jeunes qui ont voté péquiste cette fois. Il y a aussi des vieux cultivateurs, qui avaient fait leur idée depuis longtemps. Par ici on ne se décide pas au dernier moment...

C'est d'ailleurs bien la seule chose que je ne pardonne pas aux St-Prospériens: de s'être payé ma tête pendant trois semaines en me racontant qu'ils ne savaient pas qu'ils allaient voter. Les sournois!

Mais pour tout le reste ils ont été absolument charmants, et ça fait déjà quelques jours que j'avais réservé les derniers mots de cette dernière chronique pour les remercier de leur accueil.



La déception est évidente sur le visage de cette jeune militante libérale qui était hier soir au comité central de la rue Gilford.



Robert Bourassa et Lise Bacon tentent de sourire en se réconfortant sous les yeux d'un militant qui semble avoir peine à retenir ses larmes.

Une défaite acceptée avec sérénité et émotion

par Jacques BENOIT

C'est avec une étonnante sérénité — en même temps qu'avec beaucoup d'émotion — que les partisans libéraux réunis hier soir à la grande salle de l'immeuble de la Fraternité des policiers, rue Gilford, se sont inclinés devant la victoire du Parti québécois.

« On s'est fait laver. On était habitués à gagner, et ça nous a chloroformés », laissait tomber, peu après neuf heures, un jeune organisateur du Parti libéral, M. Pierre Bilbeau.

Au même moment, un organisateur plus âgé, M. Joseph O'Keefe, cherchait en vain son manteau pour quitter les lieux au plus vite. « J'ai perdu jusqu'à mon manteau », faisait-il observer, mi-sérieux mi-blagueur à un groupe de journalistes.

Des larmes

Au début de la soirée, à sept heures, on ne voyait dans la salle qu'une nuée de journalistes, de photographes, de cameramen et de techniciens de toutes sortes.

À huit heures, on sentait déjà, de plus en plus perceptible le vent de la défaite qui s'élevait, et se mirent à apparaître, un à un, les partisans et les organisateurs libéraux. Presque uniquement des jeunes, les traits légèrement défaits.

Une heure plus tard, la victoire du PQ étant déjà presque réalité, les plus vieux se mirent à quitter les lieux subrepticement. Les jeunes, eux, sont restés jusqu'à la fin, faisant face à la défaite, courageusement, applaudissant chaleureusement leur chef, M. Robert Bourassa, quand celui-ci monta sur la scène pour leur adresser la parole.

Beaucoup avaient les yeux humides, les jeunes filles surtout, alors que les garçons, figés sur place, fixaient les écrans de télévision pendant que les résultats tombaient.

Des larmes, oui, mais pas de cris, pas d'énervement, pas d'injures à l'adresse des journalistes comme cela s'était passé lors de la défaite des libéraux en 66.

C'est passablement tard, seulement un peu avant 21h30, qu'apparut un premier candidat libéral



Fatigue et decu, Jean Marchand n'en a pas moins commenté sa défaite hier soir aux mains de Claude Morin, du Parti québécois, ministre fédéral, qui avait abandonné son siège aux Communes pour tenter sa chance dans Louis Hébert lors du scrutin provincial.

élu, M. Bryce Mackasey. Suivi, au compte-gouttes, M. Victor Goldbloom, puis le président de la Commission politique, le notaire Claude Desrosiers, et puis MM. Robert Bourassa, Fernand Lalonde, Harry Blank, Lucien Caron et André Raynaud.

Ce n'était pas une atmosphère funèbre. Quelque chose, tout simplement, venait de s'effondrer. émus, les partisans et les députés libéraux ressemblaient à ces buveurs qui viennent d'essayer un direct, encore secoués mais déjà redevenus lucides, quoiqu'ignorant encore la force du coup.

Souvent accusé de ne pas être à la hauteur, M. Robert Bourassa le fut hier soir. Digne, relevant courageusement la tête malgré sa défaite personnelle dans la circonscription de Mercier, mais visiblement profondément — comme — tel il a été.



L'ancien président du PLQ et organisateur de la campagne, Claude Desrosiers, ne cherchait pas à cacher sa déception.



Les rares vainqueurs étaient vite entourés par les militants et les journalistes à leur arrivée au quartier général. A gauche, l'ancien ministre fédéral Bryce Mackasey; à droite, Victor Goldbloom qui était ministre du cabinet Bourassa.



Le député péquiste de Saint-Jacques, Claude Charron, n'a pu retenir son émotion pendant le discours du nouveau premier ministre, René Lévesque. Même réaction d'une partisane qui s'est jetée en larmes dans les bras du député de Maisonneuve, Robert Burns.

C'était le délire à Paul-Sauvé

par Claude-V. MAPSOLAIS

« À partir d'aujourd'hui, l'avenir nous appartient », chantonnait la foule amassée au Centre Paul Sauvé des l'annonce vers 20h40 que le Parti québécois formerait le prochain gouvernement majoritaire.

Pourtant à 19h30, on n'avait pas l'impression qu'une grande victoire s'annonçait pour le Parti québécois au Centre Paul Sauvé puis qu'à peine 500 personnes étaient présentes. D'ailleurs, il fallut un certain temps à cette foule, qui grossissait au fur et à mesure que le temps passait, pour comprendre que leur parti venait de prendre le pouvoir.

Il y avait pourtant des indices. Quand on annonça que Jean Paul L'Allier était défait dans le comté de Deux-Montagnes, un peu avant 20 heures, une militante s'exclama: « Si L'Allier est défait, on est certain de prendre le pouvoir. Mais la foule ne s'y attendait vraiment pas.

Le scepticisme, la surprise se peignaient sur les figures. Une militante péquiste se remémorait ses pleurs dans la même enceinte le 29 avril 1970 et le 29 octobre 1975, alors que le Parti québécois tout en

obtenant un pourcentage substantiel du suffrage universel avait mordu la poussière en terme de députés élus.

Les plus optimistes des militants croyaient tout au plus que le Parti québécois ferait élire un maximum de 10 députés.

Pourtant Doris Lussier, le père Gedeon, ne se lassait pas d'annoncer l'élection des nouveaux venus tant du Lac-Saint-Jean, que des Cantons de l'Est et même de la lointaine Gaspésie.

Aussi, lorsqu'on annonça des 20h40 que le Parti québécois formerait le prochain gouvernement majoritaire, la foule de 1,000 personnes qui s'y était amassée à ce moment fut prise d'un délire indescriptible. On s'embrassait, on pleurait de joie, on hurlait; en un mot, c'était un véritable déluge d'émotivité qui se libérait...

Des porteurs s'empressèrent d'ailleurs de monter sur l'estrade arborant l'étendard « On a besoin d'un vrai gouvernement », corrigé pour la circonstance en « On a un vrai gouvernement ».

À partir de ce moment, la foule commença à envahir le Centre

Paul-Sauvé à raison d'un millier toutes les quinze minutes. À 22 heures, il fallut fermer les portes parce que l'arena avait atteint son plein de foule avec 8,000 personnes.

Paquette, premier arrive

Le nouveau député de Rosemont, Gilbert Paquette, celui qui a battu Yves Michaud lors du congrès de nomination de ce parti au début de la campagne électorale, fut le premier à faire son apparition dans l'enceinte du Centre.

« Après huit ans, a-t-il dit, nous sommes nombreux à nous être tenus debout sans avoir peur. Ce n'est pas le temps de s'arrêter. Demain, on va aller revoir les Québécois. Vous (les militants) dans les comtés, nous à l'Assemblée nationale. »

Rencontre dans l'enceinte du Centre, le chef de cabinet du chef de l'Opposition du Parti québécois à l'Assemblée nationale, M. Louis Bernard, avait de la peine à exprimer sa joie devant cette victoire inattendue. Deviendra-t-il le sous-ministre? Il ne le sait pas mais il s'attend à ce qu'on lui confie des

fonctions importantes dans le nouveau gouvernement.

Un Camille Laurin emu

À 21h45, ce fut au tour de Camille Laurin, nouveau député de Bourget, après une absence de trois ans, de venir adresser la parole aux milliers de sympathisants.

Entouré de sa femme et de ses deux filles, il a déclaré: « Nous avons vaincu la peur, le manque de confiance en nous-mêmes. Nous formerons le gouvernement que le Québec attend depuis 250 ans. Notre cœur est en fête, nous allons danser dans toutes les rues de Montréal, dans tout le Québec... L'histoire vient de changer au Québec et on fera du Québec ce que nos ancêtres avaient rêvé. »

Ces paroles furent accueillies par un délire monstre qui s'amplifia avec l'annonce de la démission du premier ministre Robert Bourassa.

À ce moment, la foule ne se contentait plus. On assistait à un véritable bain de fraternité dans un vacarme qui faisait penser aux beaux jours du stade olympique.

Claude Charron, réélu dans le comté de Saint-Jacques, eut de la difficulté à se faire entendre. Dans le langage cru qu'on lui connaît, il s'exclama: « Maudit que vous êtes beaux, c'est à vous autres qu'on la doit cette victoire. Il faut prouver qu'on est un gouvernement responsable des demain car le monde entier regarde ce que le Québec fait des ce soir. »

Puis, après qu'on eut huié le premier ministre Bourassa qui apparaissait à l'écran géant installé à l'extrémité du Centre, Lise Payette, nouveau député de Duhamel, a souligné le moment historique que le Québec vivait actuellement.

Mme Payette dut céder la place au nouveau premier ministre René Lévesque qui monta l'escalier du podium entouré d'une meute de photographes et de cameramen. La foule voulait voir son chef et cria avec indignation « Otez-vous, otez-vous! »

Après le discours du chef, la foule applaudit à la lecture d'un télégramme envoyé de France par le chansonnier Gilles Vigneault qui disait regretter de ne pas être en ces lieux pour fêter ce moment historique.

Les photos de ce cahier spécial sur les élections ont été prises par Jean-Yves Letourneau, Pierre McCann, Michel Gravel, Jean Goupil et René Picard.

De nombreux députés fraîchement élus se succédèrent sur l'estrade mais ce fut Gerald Godin qui reçut la meilleure ovation, à la mesure de sa victoire puisqu'il battit Robert Bourassa dans le comté de Mercier. « Il fallait que le nettoyage commence dans Mercier », s'est-il exclamé. On a renvoyé Bourassa à Sorel où il a été mis en cale sèche. Il n'est cependant pas récupérable...

Enfin, le docteur Denis Lazure qui a défait le ministre Guy Saint-Pierre dans le comté de Chambly commenta sa victoire en disant qu'il avait délogé celui qui avait le plus méprisé les ouvriers, dont ceux de Tricofil de Saint-Jerôme.

Dans l'émotion, une personne souffrant d'une crise cardiaque dut être transportée dans un hôpital alors que par milliers des gens se groupaient à l'extérieur du Centre, boulevard Pie-IX et rue Beauharnois, en dansant et fêtant la victoire.



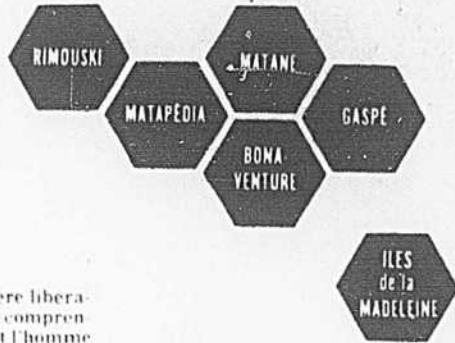
L'annonce des résultats de l'élection, qui confirmaient tout au cours de la soirée l'éclatante victoire du Parti québécois, les milliers de personnes massées à l'intérieur comme à l'extérieur du centre Paul-Sauvé, en manifestant leur joie.

Gaspésie



par Huguette Laprise

Même la Gaspésie n'a pas résisté à la vague



Le Parti libéral ne conserve qu'une des forteresses qu'il avait érigées dans la péninsule de la Gaspésie et encore, elle est fortement ébranlée. Il perd trois circonscriptions au profit du Parti québécois et une autre aux mains de l'Union nationale, sans compter les Iles de la Madeleine qui sont également balayées par la vague péquiste.

La défaite la plus spectaculaire et sans doute la plus étonnante est celle de Bona Arsenaault, connu comme l'invincible Bona qui détenait depuis 16 ans un pouvoir absolu sur la circonscription de Matapeédia. Pourtant, aucun des candidats qui lui faisaient la lutte pendant la campagne électorale, que ce soit le péquiste Leopold Marquis ou l'unionniste Gérard Belanger ne semblait faire le poids et pouvoir le vaincre. Que le nouveau député de Matapeédia, Leopold Marquis, ait réussi à faire mordre la poussière au légendaire Bona Arsenaault ne fait que s'inscrire dans la vague péquiste qui a déferlé sur la province.

Leopold Marquis s'est assuré une majorité de 1,775 voix, beaucoup plus que Bona Arsenaault y soit jamais parvenu au cours des 13 campagnes électorales qu'il a menées.

La victoire que le candidat péquiste Alain Marcoux s'est meritée dans la circonscription de Rimouski, avec 3,961 voix de majorité sur le député libéral sortant et maire de la ville de Rimouski, Claude Saint-Hilaire, est également étonnante. Celui-ci partait gagnant et les observateurs s'entendaient même pour dire qu'il augmenterait sa majorité de façon sensible. Bien que Claude St-Hilaire ait fait sa

campagne sous la bannière libérale, il n'a pas hésité à faire comprendre aux électeurs qu'il est l'homme d'aucun parti, qu'il serait aussi à l'aise dans le Parti québécois que dans le Parti libéral, voire l'Union nationale. Mais il faut croire que cette tactique qui se voulait habile ne l'a pas été.

Dans la circonscription de Matane la victoire du Parti québécois était prévisible.

Yves Berube, comme tous les candidats du Parti québécois dans les comtés de la Gaspésie, en était à sa première campagne électorale, mais toutes les chances pour lui de gagner étaient réunies. L'insatisfaction des électeurs à l'endroit du député libéral sortant, Marc-Yvan Côté, avait atteint un point de non retour. Son incapacité de régler le cas de l'usine de sciage de Cap-Clé et les déclarations non fondées, "style promesses", qu'il a faites tout au long de la campagne électorale n'ont fait qu'ajouter au scepticisme des votants.

Une des plus belles batailles qui s'est menée en Gaspésie est dans la circonscription de Gaspé où les trois candidats vedettes, Jules Belanger du Parti québécois, Guy Fortier du Parti libéral et Michel LeMoignan de l'Union nationale se sont talonnés jusqu'à la victoire finale de ce dernier avec 106 voix de majorité seulement sur le péquiste qui lui est suivi de près par le libéral avec 50 voix de plus.

Bien que le candidat du Parti québécois dans la circonscription de Bonaventure, le Dr Jean-Paul Audet ne soit pas sorti vainqueur, il aura réussi à abaisser sensiblement la majorité confortable que l'ancien vice-premier ministre et

ministre de la Justice, Gérard D. Levesque avait toujours décrochée dans cette circonscription où il regne depuis vingt ans. De 9,482 qu'elle était en 1973, sa majorité est passée, hier, à 3,609, subissant une chute de plus de 60 p. cent.

En remportant la victoire sur Louis-Philippe Lacroix, le nouveau député péquiste des Iles-de-la-Madeleine, Denise Leblanc, a réussi un triple tour de force.

Il lui fallait en effet non seulement renverser un député sortant qu'on donnait généralement comme imbattable et qui s'appuyait sur l'organisation électorale de la toute puissante famille Delaney, mais aussi convaincre les Madelinots de voter pour une femme. Qui plus est, une candidate originaire des Iles.

Il s'agit d'une première dans l'histoire politique des Iles. L'élection de Denise Leblanc brise aussi une autre tradition selon laquelle "les Iles sont toujours une élection en retard", c'est à dire que ce comté échappe généralement aux grandes vagues qui balayent le Québec à certaines élections.

En raison du résultat extrêmement serré (16 votes seulement de majorité), on peut s'attendre à un recomptage judiciaire. Quelle que soit l'issue finale de cette procédure, il semble maintenant acquis qu'il s'agit à tout le moins d'une grave défaite morale pour le pittoresque Louis-Philippe Lacroix dont la réputation d'invincibilité est dorénavant disparue dans l'esprit des Madelinots.

Bas-Saint-Laurent



par Réjean Tremblay

Une vaste mosaïque dominée par le PQ

LA MOSAÏQUE politique du Bas-Saint-Laurent est colorée ce matin.

On retrouve des Péquistes dans Beauce-Nord (Adrien Ouellette), Lévis (Jean Garon), Rivière-du-Loup (Jules Boucher), et Kamouraska-Témiscouata (Léonard Levesque), un Libéral dans Montmagny-l'Islet (Julien Giasson), un Unionniste dans Bellechasse (Bertrand Goulet) et un Pénipiste dans Beauce-Sud (Fabien Roy).

Plusieurs facteurs se sont conjugués pour produire cette vague péquiste dans ces comtés à caractère rural et forestier.

Le plus important de tous était palpable dans le moindre restaurant, la plus petite coopérative du plus petit village de la région...

Robert Bourassa était viscéralement détesté. Pour employer l'expression des agriculteurs, travailleurs forestiers ou marchands rencontrés, "on n'y aimait pas la face."

Quand on voulait obtenir des précisions, on se heurtait à un véritable mur. La voix, l'allure de l'ancien premier ministre tapaient sur les nerfs des gens. Aussi banal que ça.

Les candidats libéraux l'avaient vite compris et refusaient de parler de leur chef tout autant que cela leur était possible.

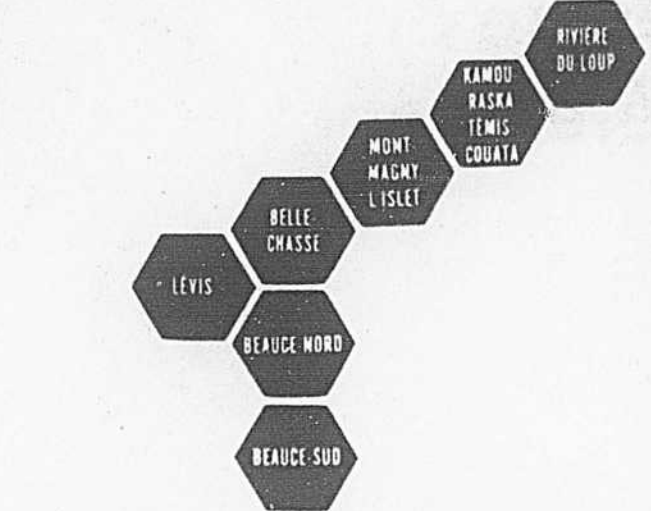
Les problèmes locaux ont évidemment joué un rôle important dans la montée du Parti québécois dans ces comtés pourtant conservateurs.

Les agriculteurs, principalement les producteurs laitiers, n'ont jamais digéré la restriction imposée par le fédéral sur les quotas de production laitière.

On a assimilé le gouvernement libéral provincial à son grand frère fédéral, par le fait même, le "fédéralisme rentable" prêche par M. Bourassa n'avait plus aucune crédibilité auprès de ce secteur important de la population régionale.

Car il ne faut pas oublier que les grands thèmes électoraux de Montréal et de Québec n'ont touché que très peu ces comtés où la loi 22 et la chasse aux séparatistes furent le dernier des sujets de préoccupation de la population.

Le Parti québécois a travaillé dans l'ombre, de façon discrète pour ne pas effrayer l'électeur. La plupart de ses candidats étaient des personnalités bien vues dans



leur milieu (anciens maires comme Adrien Ouellette et Maurice Chouinard ou cultivateur comme Léonard Levesque) et bien identifiés à l'aile modérée du PQ comme Jean Garon dans Lévis et Jules Boucher, dans Rivière-du-Loup.

Dans Beauce-Sud, le seul candidat péquiste élu au Québec, M. Fabien Roy, n'a pas caché un fort penchant vers l'Union nationale.

M. Roy a déclaré après sa victoire dans son comté avoir permis une si belle victoire.

M. Roy faisait allusion au fait que l'Union nationale et le Ralliement des créditistes n'ont pas pre-



Jean-Marie PELLETIER

senté de candidat dans son comté afin de ne pas nuire à ses chances.

"Vous voyez ce que le regroupement des partis dans un comté peut donner comme résultat, alors imaginez ce qu'un pareil regroupement pourrait faire à la grandeur du Québec."

Le député de Beauce-Sud, sans l'affirmer ouvertement, a laissé entendre qu'il écouterait attentivement ce que M. Biron aurait à lui dire au lendemain de cette élection que M. Roy a qualifiée "d'histoire."

"Le Québec ne sera plus jamais le même", a-t-il commenté.

Dans Beauce-Nord, le nouveau député péquiste Adrien Ouellette, a vite analysé sa victoire. "Ce n'est pas surtout ma force personnelle comme l'extrême faiblesse de Bourassa" qui a fait pencher la balance.

Cette faiblesse, un backbencher l'avait dénoncée violemment à quelques jours du scrutin. Jean-Marie Pelletier, on s'en souvient, avait violemment critiqué son parti et son chef devant les étudiants de l'Institut de technique agricole de La Pocatière.

La franchise de M. Pelletier ne l'aura pas empêché lui non plus de subir la défaite dans son vaste comté de Kamouraska-Témiscouata.

Hier soir, il a refusé d'émettre le moindre commentaire.

Côte nord



par Daniel Marsolais

Le PQ rafle le pays de Vigneault



Diviser géographiquement en deux grandes circonscriptions, Saguenay et Duplessis, la Côte Nord était aussi sur le plan politique puisque d'un côté elle était représentée par un député péquiste depuis six ans, et de l'autre par un libéral.

Depuis hier soir, la "Californie" québécoise a retrouvé une manière d'unité politique en se donnant un deuxième député péquiste, Denis Perron, nouveau représentant du comté de Duplessis, qui vient d'emporter aux libéraux, la circonscription la plus riche du Québec.

Duplessis, c'est le pays du fer et du titane, c'est le pays concédé à l'ETI, c'est le pays de Gilles Vigneault. Duplessis, c'est un comté où il n'y a pas de tradition politique, c'est le pays de la jeunesse (l'âge moyen de la population est de 24 ans seulement), c'est le comté où Pierre Bourgault s'était classé deuxième, derrière le libéral, aux élections de 1966. Duplessis, c'est aussi la région du Québec où l'on trouve le plus haut taux de travailleurs syndiqués, et où il y a peut-être le moins de chômeurs.

Cette victoire péquiste, elle était objectivement prévisible. Depuis 1966, l'idée de l'indépendance est solidement ancrée dans le pays, à preuve la performance du RIN qui avait supplante l'Union nationale qui se trouvait pourtant au sommet de sa plus récente gloire. Dans Duplessis, cette question ne fait pas vraiment peur. Les libéraux et le candidat Henri Paul Boudreau en particulier n'ont d'ailleurs pas exploité ce thème durant la courte campagne qui a pris fin ce dernier week-end.

L'élection complémentaire de 1972, qui portait l'ancien maire de Sept-Îles au pouvoir, c'est faite dans le contexte plutôt malsain de l'après-front commun, où les péquistes étaient identifiés non pas comme des séparatistes, mais des "révolutionnaires" qui ne songeaient qu'à "détruire" alors que le parti libéral lui, construisait.

Il y avait effectivement de gros projets, de gros investissements dans le comté (ITT-Rayonnier à Port-Cartier, usine de bouillottage à Sept-Îles, etc.) et la crainte de voir ces investissements gelés inspira l'électorat à voter pour le candidat libéral.

L'année suivante, en 1973, la peur s'était quelque peu dissipée et c'est finalement à la faveur d'un mystérieux incendie au chantier du Mont-Wright, où se trouvait quelque 3,000 travailleurs de la construction, que le député libéral sortant parvenait, péniblement cette fois, à se faire réélire. La majorité de ces ouvriers, qui furent évacués à la sauvette, étaient apparemment acquies à un candidat péquiste Clément Gauthier, coordonnateur du puissant syndicat des Metallos. Or, en étant rapatriés chacun dans leur foyer, c'était un bloc important de l'électorat péquiste qui disparaissait et qui, de ce fait, aidait la cause du libéral sortant Galienne.

Cette année, la situation était toute différente des années antérieures. Point de gros investissements, si ce n'est l'usine de Sidbec dont la construction a débuté l'année dernière à Port-Cartier, et apparition d'un phénomène nouveau dans la région de Sept-Îles, la

dans le comté, le chômage. Moins important que dans le reste de la province, le taux des sans-emploi affectait quand même plus de six pour cent de la main-d'oeuvre. Ajoutez à cela le bilan du gouvernement Bourassa au cours des six dernières années, ce que n'a pas manqué d'exploiter le nouveau député Perron auprès des électeurs, mêlez aussi le fait que son adversaire libéral était somme toute peu connu et qu'il aspirait à la succession d'un député qui n'avait pas brillé par sa présence à l'Assemblée nationale, que les promesses d'ouvrir des routes un peu partout dans cet immense territoire n'ont pas trouvé preneurs, et vous avez en gros l'explication de ce qui s'est passé dans Duplessis.

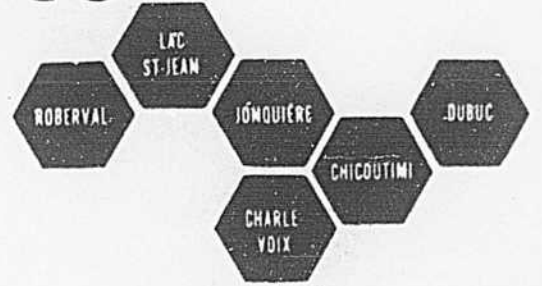
Dans le comté voisin, qui représente le député Lucien Lessard depuis 1970, les libéraux, désorganisés depuis six ans, n'avaient vraiment aucune chance sérieuse de faire passer leur homme, Jean-Guy Tremblay. Plusieurs militants péquistes travaillaient d'ailleurs pour le candidat libéral afin de faire un peu d'argent. C'est dire à quel point le candidat libéral était handicapé. Mais, il n'y avait pas que ça. Lucien Lessard, c'était un député présent et disponible qui n'a pas cessé de "travailler" son comté depuis qu'il siège à l'Assemblée nationale. Même ses adversaires le reconnaissent. Aujourd'hui, en tout cas, le sort en était jeté, c'est le candidat libéral qui doit se mordre les doigts. Ne disait-il pas, en effet, pendant la campagne, que c'est un député au pouvoir qu'il fallait aux gens de Saguenay.

Saguenay



par Christiane Berthiaume

Raz de marée au Lac St-Jean



De tous les candidats libéraux dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, c'est le ministre du Travail, M. Gerald Harvey, qui a subi la défaite la plus cuisante. Claude Vaillancourt, son adversaire péquiste, l'a battu avec 10,000 voix de majorité. C'est plus que lui-même n'a jamais réussi à obtenir au cours de ses seize années de carrière politique.

Alors qu'en 73, contre tous les sondages et prévisions, le Saguenay-Lac-Saint-Jean se reveillait le lendemain des élections avec quatre députés libéraux et un péquiste, c'est exactement le contraire ce matin.

Et là, sans précédent dans l'histoire politique de la région, les comtés rivaux de Chicoutimi et Jonquière ont voté, pour la première fois, "du même bord".

Dans cette vague péquiste qui a déferlé sur la région, le parti libéral n'a conservé que la circonscription de Roberval. Mais la majorité du libéral Robert Lamontagne, la plus forte des cinq comtés avec 7,000 voix aux dernières élections, a été sérieusement entamée. M. Lamontagne a été réélu mais c'est moins de 1,000 votes qui le séparent maintenant de son plus proche adversaire, le péquiste Claude Neron.

Avec M. Lamontagne, le seul député sortant à être réélu dans le Saguenay-Lac-Saint-Jean, c'est celui de Chicoutimi.

Non seulement, Mar-André Bedard a été le premier candidat péquiste dont on a annoncé hier l'élection mais c'est avec une majorité écrasante qu'il a été réélu. Alors qu'en 73, il l'emportait avec 1,000 voix seulement, cette année, c'est avec plus de 13,000 voix.

Des qu'on a annoncé hier soir, et cela s'est fait très tôt au début de la soirée, qu'un candidat péquiste était élu dans le Lac-Saint-Jean, on pouvait s'attendre à une victoire péquiste à l'échelle de la province. En effet, le Lac-Saint-Jean est, depuis toujours, un des dix comtés baromètres au Québec, soit une de ces circonscriptions qui votent toujours du côté du pouvoir.

C'est, encore une fois, par une forte majorité que Jacques Brassard a remporté la victoire dans ce comté, soit avec plus de 6,000 voix, jouant ainsi les prévisions les plus optimistes qu'on faisait dans son cas au cours de la campagne.

En effet, les organisateurs du PQ comptaient sur la popularité et la personnalité du candidat unionniste, Paul-Henri Larouche dont la réputation d'agronome n'est plus à faire dans ce comté essentiellement agricole, pour diviser le vote des libéraux à leur profit. Ils n'ont

même pas eu besoin de cela. Le total des votes recueillis par les candidats unionniste et libéral n'atteint pas celui de Jacques Brassard.

Alors qu'on pouvait s'attendre à ce que les comtés de Jonquière, Chicoutimi et Lac-Saint-Jean passent au PQ, la surprise a été Dubuc, circonscription dont on concédait la victoire au député libéral sortant, Ghislain Harvey. Celui-ci a été défait par le péquiste Hubert Desbiens et par 3,000 voix de majorité. Dans ce cas-ci, la présence de Charles-Julien Gauthier de l'Union nationale, qui a fait une campagne d'une semaine seulement mais une campagne intensive, a joué en faveur de M. Desbiens. L'UN est, en effet, allée chercher plus de 1,000 votes.

Le comté de Dubuc a été emporté par la vague péquiste puisque, contrairement à Lac-Saint-Jean et Jonquière, il était beaucoup moins touché par les problèmes de l'Alcan et d'Abitibi-Price, importante source de mécontentement chez les électeurs du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Mais, au sud de la région, Charlevoix, lui, n'a causé aucune surprise. À l'instar de Mar-André Bedard pour le PQ, Raymond Mailloux a été le premier candidat libéral dont l'élection a été annoncée hier soir, avec une majorité de 5,000 voix.

Québec



par Lysiane Gagnon

Seul Garneau résiste au déferlement

Dans les huit comtés de la zone métropolitaine de Québec, seules deux victoires pouvaient être prévues: celle du libéral Raymond Garneau dans Jean-Talon et celle du péquiste Claude Morin dans Louis-Hébert.

Et voilà qu'hier soir, cette région considérée comme l'une des plus conservatrices — et l'une des plus fédéralistes — au Québec, passe en bloc au Parti québécois, exception faite de la forteresse libérale de Jean-Talon!

Ce balayage péquiste renverse toutes les prédictions et signe en même temps la fin de la carrière politique de l'ex-ministre libéral Jean Marchand, défait par M. Claude Morin.

Louis-Hébert

Non, ce n'était pas "une lutte titanesque" dans le comté de Louis-Hébert. Vers le milieu de la campagne électorale, il devenait vraiment manifeste que l'avance de

M. Morin était énorme: son organisation, parfaitement cohérente, les résultats d'un pointage très rigoureux, le fait que M. Morin travaillait ce comté sans relâche depuis plus de trois ans, tout cela l'indiquait gagnant.

Du côté des libéraux, par contre, l'organisation paraissait déficiente, et à mesure qu'avancait la campagne, M. Marchand donnait de plus en plus l'image d'un homme usé, mal reçu par un certain nombre de partisans libéraux, et qui répétait de plus en plus souvent "Si je suis élu...".

Parti dans la lutte avec l'allure d'un croisé venu "sauver le Québec de la menace séparatiste", M. Marchand s'est heurté à un adversaire qui incarnait la pondération, le "père" de la formule rassurante du référendum, qui continuait tranquillement, pipe au bec, une campagne amorcée depuis des mois.

La vague...

Mais ailleurs... mais ailleurs! Tous ces comtés étaient rouges le 29 octobre 1973, par des majorités allant de cinq à 10,000 voix. Chauveau était représenté par un ministre (M. Bernard Lachapelle), et les autres, par des "backben-



chers" sans éclat mais qui semblaient assez bien implantés dans leurs comtés respectifs...

Ce balayage inattendu doit s'expliquer en grande partie par un courant de mécontentement envers le gouvernement Bourassa qui dépassait tout ce qu'on pouvait percevoir, et qui allait atteindre jusqu'au fin fond de "la majorité silencieuse". Et aussi par cette immense vague qui a déferlé sur le Québec. On peut toutefois prévoir que le PQ (pardon, le gouvernement...) aura beaucoup de travail à faire dans cette région-ci pour amener une majorité de gens à voter "oui" au référendum.

Les nouveaux députés péquistes sont des hommes compétents dans divers domaines: deux ex-hauts fonctionnaires, MM. Guay (des Affaires culturelles) et De Belleval (du ministère des Transports); Jean-François Bertrand, fils de l'ancien premier ministre, est diplômé en communications et membre de l'exécutif national; ce fut, avec M. Morin, l'un des plus ardents défenseurs de la thèse du référendum au sein du PQ. M. O'Neil, qui dénonçait sous le régime duplessiste la corruption électorale ("Le Chrétien et les élections"), est un professeur de science morale respecté.

Quant à Me Richard, élu dans Montmorency, c'est un avocat spécialisé dans le droit syndical, et qui, en plaçant la cause des "Gens de l'air", s'est gagné beaucoup de notoriété à travers le Québec.

Enfin, la région de Québec envoie à l'Assemblée nationale Claude Morin, que tous les observateurs voient déjà titulaire du ministère des Affaires intergouvernementales, dont il a été sous-ministre pendant huit ans.

Cantons de l'Est



par Juan Palletier

Le PQ et l'UN font la nique aux libéraux

L'Union nationale est ressuscitée dans les Cantons de l'Est, sa forteresse du temps de Maurice Duplessis et le secret de sa victoire lors de son retour au pouvoir sous Johnson en 1966.

La surprise toutefois de l'élection d'hier dans l'Estrie, c'est la victoire du Parti québécois dans six comtés (Drummond, Arthabaska, Sherbrooke, Saint-François et Frontenac) ou, des le début de la campagne, la lutte en fut une à trois. Ces victoires sont attribuables d'une part à la fin du mariage de raison UN-P.Q. de 1973, inspiré par la nuance séparatiste mais surtout parce que ces six comtés contiennent les principaux centres urbains des Cantons de l'Est.

Dans Drummondville, Victoriaville, Sherbrooke et Thetford Mines l'électorat a en effet réagi comme dans les régions de Québec et Montréal même si dans le cœur de ces 4 villes on sent encore la campagne à deux pas.

Les libéraux n'ont su se maintenir que dans 2 comtés sur treize: Shefford et Orford. Dans le premier grâce à l'acharnement de leur candidat M. Richard Verreault, qui, entre autres appuis, jouissait de celui du maire de Granby, M. Paul O. Trepanier, et dans l'autre parce qu'il était dominé par le seul ministre libéral dans toute l'Estrie M. Georges Vaillancourt qui depuis qu'il fut élu en 1970 n'a jamais cessé selon ses dires "d'être en campagne électorale".

Georges Vaillancourt a été surnommé "le Parrain" des Cantons de l'Est et ce à cause de sa façon de distribuer les subventions gouvernementales en commençant toujours par son comté d'Orford.

L'élection d'hier marque enfin l'entonnement du crédit social dans l'Estrie. Des son élection dans Johnson en 1971 aux dépens du libéral Jean-Claude Boutin, le chef intermédiaire de l'UN, M. Maurice Bellemare avait compris qu'il devait sa victoire à une coalition des bleus et des créditistes.



À moins de maintenir en vie par tous les moyens cette coalition, le vieux Lion avait très vite réalisé que son parti ne pouvait dépasser le cap des cinq pour cent lors d'un scrutin éventuel.

En septembre 74 des lors, au lendemain de sa victoire, Maurice Bellemare s'est ingénié à convertir les "présidentialistes" d'Yvon Dupuis à sa cause, en signant avec eux un protocole d'entente et à courtiser les nombreuses factions créditistes des "cantons" en leur faisant valoir que le nouveau programme de l'Union nationale contiendrait les préceptes de la doctrine créditiste.

M. Camil Samson ne s'étant pas révélé le messie, et Fabien Roy ayant abandonné leur parti, les créditistes le 15 novembre optèrent donc massivement pour l'Union nationale croyant ainsi de deux maux choisir le moindre.

Dans plusieurs comtés (Richmond, Nicolet Yamaska, Megantic Compton et Lotbinière) les unionistes doivent leur victoire non pas seulement à la reprise de leurs vieilles racines mais à l'appui concret des organisations créditistes.

La plus grande victoire du PQ dans les Cantons de l'Est est sans contredit celle de M. Gilles Grégoire dans Frontenac. Parachuté dans Thetford Mines par M. René Levesque, Gilles Grégoire a su très vite rallier les militants péquistes pour mener une lutte de tous les instants contre le libéral sortant le docteur Henri Lecours. Le PQ a engagé dans Frontenac d'énormes

moyens, renversant au bout de dix jours de campagne. L'avance qu'il avait prise le candidat unioniste M. Marc Bergeron. En battant ce dernier, le PQ contrecarrait les plans de M. Rodrigue Biron qui comptait réinstaurer le nouveau bureau de l'Union nationale dans les Cantons de l'Est autour du comté de Frontenac.

Le vote anglophone est allé à l'Union nationale ce qui était à prévoir à partir du moment où les libéraux contre le gre des organisations locales maintenant en place M. Glendon Brown dans Brome-Missisquoi et M. Omer Dionne dans Megantic Compton.

La victoire de l'ancien ministre Armand Russell (17 ans député de Shefford) en fut une aisee contre son "vieil ami Glendon", les descendants loyalistes voyant dans cet homme d'affaires parfait bilingue et prospère par dessus le marché, le moy en le plus sûr de manifester leur mécontentement.

Quant à M. Omer Dionne dans Megantic Compton, il n'a pas fait campagne contre son adversaire, M. Fernand Grenier, ex député unioniste de 1966 à 70. L'organisation de M. Grenier a donc très vite profité du mécontentement anti-Bourassa paralysant les libéraux des les premiers jours de la course.

Tout au long de sa campagne Gilles Grégoire regrettait "que l'Union nationale soit sortie de son cercueil en 1971 dans Johnson". C'est à ce retour que le PQ doit depuis hier son avènement dans les Cantons de l'Est.

Mauricie



par Jules Béliveau

La colère verte a fait son oeuvre

Des majorités libérales, effectivement, ont fondu en Mauricie.

Exemple: le libéral Guy Bacon, élu en 1973 dans le comté de Trois-Rivières avec une majorité de 8,007 voix, a été défait cette fois par le candidat du Parti québécois, l'historien et éditeur Denis Vaugois, par environ 3,000 voix.

Exemple: le député libéral et ministre des Terres et Forêts Normand Toupin, élu dans Champlain en 1973 par une majorité de 8,821 voix, a été cette fois enterré par une majorité d'environ 3,000 voix du producteur d'oeufs et candidat péquiste Marcel Gagnon.

Exemple: le libéral Marcel Bernard, élu dans le comté de Saint-Maurice en 1973 avec une majorité de 1,414 voix, a été cette fois mis en déroute devant la majorité de 4,784 voix décrochée par son adversaire péquiste, l'avocat Yves Duhaime.

Sensiblement la même chose s'est produite dans le comté de Lavolette, où non seulement l'ancien "député invisible" libéral Prudent Carpentier a été défait par plus de 3,000 voix aux mains du péquiste Jean-Pierre Jollivet, mais où il a glissé en troisième position derrière le candidat de l'Union nationale.

Seule la circonscription de Maskinongé a résisté hier au déferlement péquiste parmi tous les comtés de la Mauricie situés au nord du Saint-Laurent. Encore faut-il ajouter que le porte-étendard du Parti libéral, qui y avait défait Rémi Paul par une majorité de 5,276 voix en 1973, n'a réussi cette fois à conserver son siège que par

une majorité de 411 voix sur le candidat péquiste Jacques Charette.

Que s'est-il donc passé?

Pour les comtés partiellement ruraux que sont Champlain, Lavolette et Maskinongé, la "colère verte" des agriculteurs, et en particulier des producteurs laitiers opposés aux quotas pourtant fédéraux, y est sans doute pour quelque chose. Mais surtout, dans ces comtés partiellement ruraux comme dans les circonscriptions urbaines de Saint-Maurice — dont le chef-lieu est Shawinigan — et de Trois-Rivières, c'est surtout la vive insatisfaction contre le gouvernement Bourassa qui a joué.

C'est d'ailleurs à la faveur de cette même insatisfaction contre l'ex-gouvernement libéral et son chef qui, dans tous les comtés mauriciens, ont permis à l'Union nationale de réussir des performances étonnantes en renaissant de ses cendres.

Ainsi, les dernières compilations incomplètes d'hier soir dans le comté de Champlain (125 bureaux sur 164) montraient le candidat unioniste Gilles Gauthier disputant le deuxième rang à l'ex-ministre libéral Normand Toupin.

Dans le comté de Portneuf, qui n'est pas précisément un comté de la Mauricie — puisqu'il est plutôt situé dans l'aire d'influence de Québec — le député libéral Michel Pagé retrouve son fauteuil à l'Assemblée nationale, grâce à une majorité d'environ 3,000 voix acquise sur son rival péquiste Gilles Naud.

En 1973, Pagé avait recolté une majorité de 6,555 sur l'ex-député créditiste Antoine Drolet.



Nord-Ouest



par Pierre Vennat

Deux péquistes plus Samson

Jean-Pierre Bordeleau et François Gendron pourront dire qu'ils ont pris tout le monde par surprise.

Château fort créditiste, l'Abitibi est maintenant devenue châteaueu fort péquiste. Même dans Rouyn-Noranda, n'eût été de la présence du chef créditiste Camil Samson, qui a conservé son comté, on peut dire que le jeune enseignant Réal Roy compte plus que les libéraux.

Que s'est-il donc passé? La boule de cristal des observateurs de la radio régionale, les seuls à faire de l'information valable dans la région, aura eu raison au moins sur une chose: la population était mécontente des libéraux et surtout, dans le cas des deux comtés d'Abitibi, d'être représentés par des "backbenchers".



Dans Abitibi-Est, après l'affaire Houde et la démission de l'ex-député libéral, les observateurs prédisaient la défaite des libéraux.

Ceux-ci, d'ailleurs, allaient de malheur en malheur. Après la démission de Roger Houde, suite à l'enquête de la Sûreté du Québec sur son organisation de 1973, le libéral qui lui succéda, Paul Lachapelle, dut démissionner à son tour, victime d'une crise cardiaque.

Mais c'est le créditiste Pierre Dallaire qui semblait avoir le vent dans les voiles, puisque les péquistes eux-mêmes perdirent leur candidat, Antonio Bruno, victime lui aussi d'une attaque cardiaque.

C'était compter sans la vigueur du jeune candidat péquiste et nouveau député, Jean-Paul Bordeleau, un technicien en architecture, qui avait pourtant perdu la convention péquiste, il y a trois semaines à peine aux mains d'An-

tonio Bruno, mais qui, grâce à une campagne porte-à-porte dans tous les coins du comté a finalement défait Pierre Dallaire, celui-ci gravement atteint dans sa crédibilité par les accusations farfelues de son chef Camil Samson contre les "communistes-péquistes".

Dans Abitibi-Ouest, on avait senti que M. Jean-Hughes Boutin, le député sortant, était l'homme d'Amos et qu'on n'en voulait pas à La Sarre, dans le haut du comté.

Mais vu la présence d'un créditiste, Roger Bureau, personne n'osait prédire, du côté des observateurs, la victoire de François Gendron, un dynamique enseignant, sûrement le meilleur de tous les candidats péquistes de l'Abitibi-Témiscamingue.

D'autant moins que Boutin, avait obtenu, en pleine campagne, les Jeux du Québec pour Amos et avait procédé, tambours battants, à l'inauguration d'une nouvelle polyvalente.

Encore là, les experts ont été trop prudents et le mécontentement antilibéral a emporté Boutin.

Dans Rouyn-Noranda, le charisme du créditiste Camil Samson lui a permis de l'emporter et de demeurer le seul élu créditiste du Québec, chef incontesté d'un parti qui n'a maintenant plus qu'une valeur régionale.

Et même là, le Crédit social n'est même plus la force qu'il était dans la région et M. Samson, s'il ne veut pas être considéré comme un simple député indépendant, aura fort à faire pour reprendre sa crédibilité dans Abitibi-Est, notamment, ou ses accusations contre le PQ, d'ailleurs désavouées par Pierre Dallaire, auront empêché un deuxième créditiste de siéger à Québec.



Outaouais



par Jean-Pierre Bonhomme

Une brèche du PQ même en Outaouais

LE PARTI QUEBÉCOIS a fait une brèche d'importance dans la forteresse libérale de l'Outaouais en remportant les sièges de Laurentides-Labelle et de Papineau qui représentent une bande de territoire reliant le centre du territoire à la rivière des Outaouais. La crevasse sépare les comtés fortement libéraux, depuis trois ou quatre consultations, de Pontiac-Témiscamingue, de Hull et de Gatineau, dans la partie ouest de la région, et d'Argenteuil dans la partie est en direction de Montréal.

La plus grande surprise, toutefois, est venue par l'élection, dans Papineau, d'un Québécois d'origine haïtienne, M. Jean Alfred, un Noir qui habite le pays depuis dix ans, M. Alfred, qui avait lui-même, à la blague, réclamé le droit de "mettre un peu de couleur" à l'Assemblée nationale, a dû vain-



cre de fortes résistances de la population du comté à l'égard du programme indépendantiste de son parti. Plusieurs citoyens, en effet, entretiennent des liens très étroits avec la partie ontarienne de la région de la capitale fédérale. Le candidat libéral, M. Normand Racicot, du reste, un nouveau venu, avait brandi la menace d'un effondrement de l'économie québécoise advenant l'élection d'un gouvernement du PQ.



M. David doit son élection à des facteurs variés. Il y a la vague générale de sympathie à l'égard du Parti québécois, bien sûr, qui

s'est propagée jusque dans la principale ville du comté, Gatineau. La population de cette ville se chiffre actuellement à 73,000. Elle dépasse de 4,000 celle de Hull. Il y a aussi la personnalité du candidat. Celui-ci s'est fait de nombreux amis par son action efficace auprès des jeunes gens de la région à titre de professeur de français. Mais l'insatisfaction des 1,500 ouvriers de la grande usine de papier de la Canadian International Paper, à Gatineau, dont les salaires ont été récemment réduits par la mise en application des mesures anti-inflationnistes, a certes compté également.

Par ailleurs, dans le comté voisin de Hull, la candidate du PQ, Mme Jocelyne Ouellette, a recolté un nombre spectaculaire de voix. Elle n'a obtenu que 500 voix de moins que le ministre Oswald Parent, celui-ci ayant été élu avec 11,500 suffrages approximativement. Mme Ouellette, qui est membre de l'exécutif national du parti, a d'autre part recolté 2,000 voix de plus que le candidat de son parti lors de la consultation de 1973.

De même, le candidat du PQ dans Argenteuil, M. Paul-André David, avec un peu plus de 6,000 voix, n'a cédé, lui aussi, devant son adversaire libéral, le Dr Zoel Saindon, que par un maigre bloc de 500 votes.

C'est donc dire que le Parti québécois est aussi fortement implanté dans l'Outaouais que dans le reste du Québec. Il s'est du reste classé second dans les quatre comtés où il n'a pas remporté la victoire.

Le Montréal francophone



par Nicole Beauchamp

Le berceau du PQ devient son sanctuaire

Le Parti québécois a plus que consolidé ses bases dans le Montréal francophone, en gagnant 14 des 21 comtés de ce secteur de la région métropolitaine. Seulement quatre fortresses libérales, à savoir notamment d'une forte concentration d'anglophones et de Neo-Canadiens, ont résisté à cette vague qui a emporté le comte du premier ministre Bourassa (Mercier) et ceux de deux ministres, Jean Bienvenue et Raymond Lévesque, qui ont été battus par des libéraux.

Ce comte d'abord que quatre députés péquistes ont facilement recon-

quis leurs comtes. Marcel Léger dans Lafontaine, Claude Charron dans Saint-Jacques, Robert Burns dans Maisonneuve, Jacques Yvan Morin dans Sauve. Sans créer trop de surprise, cinq autres comtes ont basculé du côté péquiste, puis qu'aux élections de 1973 les libéraux y avaient enregistré des majorités inférieures à 1.000 voix.

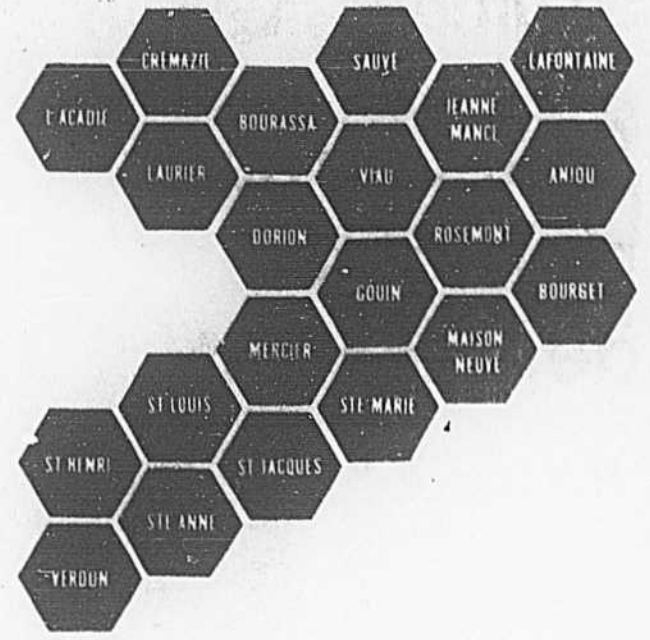
Ainsi, Guy Rivallion a défait le candidat libéral Jean-Claude Martel qui détenait le comte de Sainte-Marie par une mince majorité de 48 voix. Dans le comte de Dorion, le député libéral sortant Alfred Boivin, qui avait battu René Lévesque en 1973 par 293 voix, a

mordu la poussière devant le candidat vedette Lise Payette, qui a recueilli une majorité de 3.142 voix.

Le fils de l'ancien premier ministre unioniste, Pierre-Marie Johnson, a ravi le comte d'Anjou au candidat libéral Yves Tardif qui n'avait récolté que 828 voix de majorité en 1973. Dans le comte de Bourget, le Dr Camille Laurin a regagné cette circonscription qui lui avait échappé par 300 voix aux élections antérieures. Enfin, dans le comte de Gouin, Rodrigue Tremblay a semé son adversaire libéral Jean Beauregard qui avait été élu par une majorité de 636 voix.

D'autre part, la victoire du PQ dans les comtes francophones de Montréal — secteur qui a donné au PQ ses premiers députés en 1970 — a décapité l'équipe libérale de façon spectaculaire. Spectaculaire à cause de la cuisante défaite du chef du PQ et premier ministre du Québec, Robert Bourassa, dans le comte de Mercier. Le journaliste Gerald Godin a non seulement arraché le comte à M. Bourassa, mais il a également recueilli une majorité supérieure à celle du chef libéral aux élections de 1973.

Que s'est-il donc passé? Au moins deux facteurs se dégagent.



On remarque un déplacement d'un bon nombre de voix non francophones, puisque le candidat unioniste Giuseppe Anzini a quintuplé les votes obtenus en 1973. Ensuite, une partie des gens âgés du comte (6.500 électeurs) ont viré de bord. L'adhésion publique d'Hubert de Raynel (il incarne les mouvements du troisième âge) au PQ n'est sans doute pas étrangère à ce revirement.

Dans le comte de Cremazie, l'effet boomerang de la loi 22 s'est fait sentir. Il suffisait d'un léger déplacement du vote neo-québécois pour défaire le ministre de l'Éducation, Jean Bienvenue. À la manière d'une vendetta, le Consiglio Educativo Italiano-Canadese s'était juré de faire battre M. Bienvenue. À regarder le nombre de voix recueillies par le candidat unioniste, l'électeur neo-canadien a tenu, semble-t-il, sa promesse de vengeance. Elle a profité au péquiste Guy Tardif.

On dénote le même phénomène dans le comte de Bourassa qui, selon les derniers résultats partiels dévoilés, risque d'échapper au ministre des Institutions financières et des Consommateurs, Lise Bacon.

Dans la même veine, même les fortresses libérales ont eu peine à endiguer le courant péquiste. Dans le comte de Saint-Louis (55% de non francophones), le député libéral Harry Blank a vu sa majorité de plus de 6.000 voix s'amincir à 1.399 voix. Cela met en relief une bonne percée péquiste, sans parler de la performance de l'unioniste.

Dans le comte de Laurier, qui regroupe 62 p. cent de Neo-Canadiens, le député libéral réélu, André Marchand, a vu sa majorité passer de 9.500 voix à 2.221. Le vote neo-canadien s'est divisé entre deux candidats d'origine grecque: le péquiste Kambites et l'unioniste Savoulakis. De la même manière, dans le comte de L'Acadie, où l'on retrouve 10 p. cent de Neo-Canadiens, la majorité libérale de l'ancien ministre de l'Éducation François Cloutier a fondu comme neige au soleil, même si Mme Thérèse Lavoie Roux a remporté la victoire.

Enfin, dans le comte de Verdun, où les anglophones forment 41 p. cent de l'électorat, une remontée étonnante de l'Union nationale et un renforcement du vote péquiste

ont fortement grigé la majorité du député libéral Lucien Caron. Pour celui-ci, qui ambitionnait d'établir une majorité de 10.000 voix, les résultats du scrutin qui le portent vainqueur infligent une défaite. À son amour propre.

Les autres victoires péquistes
Dans les comtes de Jeanne Mançie et de Yvan, respectivement remportés par Henri Laberge et Charles Lefebvre, il apparaît évident qu'entre la lame de fond péquiste au début de la traversée du Québec, le vote des groupes ethniques a joué contre le Parti libéral.

Dans le comte de Saint-Henri, le revirement du départ de l'ancien député libéral Gérard Shanks et l'adhésion au sein des militants libéraux au contenu de la candidature de Donald Laddie sous la bannière libérale ont favorisé la victoire d'un autre candidat vedette du PQ, Jacques Couture. Comme la population a vraisemblablement voté beaucoup plus en fonction du candidat que du parti politique à cause des problèmes locaux, sa renommée d'ex-candidat à la mairie de Montréal a même permis à Jacques Couture de décrocher une majorité supérieure à celle de Gérard Shanks en 1973.

Dans le comte de Sainte-Anne, le candidat péquiste Jean Marc LaCoste s'est pour ainsi dire taillé entre les morceaux d'un casse-tête. Sa faible majorité (431 voix) en témoigne si on la compare avec celle de l'ancien député libéral de Sainte-Anne, George Springate. Le député du comte de Verdun, le candidat libéral Bruno Fortin, parti en retard dans la course électorale, n'a pu drainer derrière lui le vote des électeurs qui résident à la Pointe-Saint-Charles, soit le cœur du comte, puisque la Pointe réunit près du tiers de l'électorat de Sainte-Anne.

Paul Raatz (Alliance démocratique), Fernand Brax (UN) et Colin Hanley (Lib.), tous trois ayant leurs racines d'une manière ou d'une autre dans la "Pointe", ont coupé l'herbe sous le pied de Bruno Fortin.

En termes de voix recueillies dans les comtes francophones de Montréal, on peut parler d'une remontée de l'UN, mais que remontée à première vue. Fideles aux sondages, les majorités péquistes sont pour la plupart confortables.



Lise Payette, l'accueil d'un partisan.

Le Montréal anglophone



par Laval Leborgne

Des libéraux presque partout mais sérieusement affaiblis par l'UN

À une exception près, les comtes anglophones du West-Island ont recueilli les libéraux, par contre, ils ont sérieusement entamé leurs majorités.

Dans Pointe-à-Clair, le Dr William Shaw, de l'Union nationale, a battu le libéral Roy Amaron, il s'agit là d'une victoire très spectaculaire si l'on tient compte du fait qu'en 1973 le libéral Arthur Seguin avait emporté ce comte de "laquais" par 21.316 voix de majorité, et que M. Shaw le leur enleva avec près de 5.000 voix de majorité.

Dans les autres comtes anglophones, l'UN a fait bonne figure, arrivant deuxième, alors qu'en 1973, elle arrivait dernière, derrière les créditistes.

Malgré la campagne "anti séparatiste" intensive menée par les



William SHAW

media d'information et par le PQ durant les derniers jours de la campagne, les anglophones ont donc protesté d'une façon significative contre les libéraux.

Par contre, dans Marguerite-Bourgeoys et dans Saint-Laurent, les candidats péquistes sont arrivés deuxième, releguant les unionistes au troisième rang.

L'Alliance démocratique
L'Alliance démocratique, cette nouvelle formation politique fédéraliste qui présentait des candidats dans 13 circonscriptions de l'ouest de Montréal a fait piètre figure.

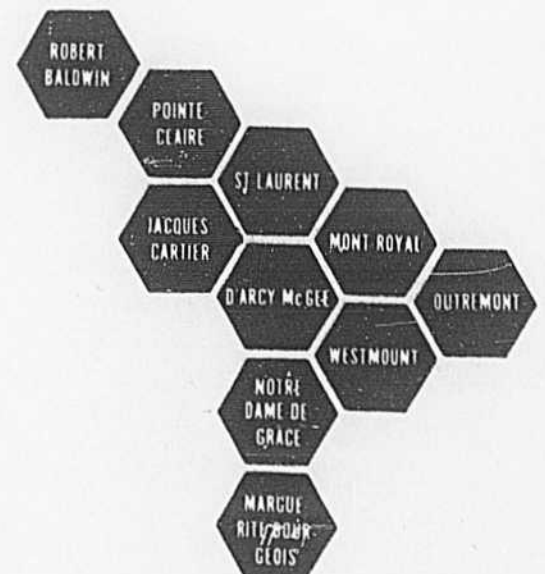
Sauf dans le cas de Westmount, où se présentait son fondateur Nick Auf der Maur, l'AD s'est classée

derrière le PQ dans tous les comtes où elle a présenté des candidats.

M. Auf der Maur a attribué la réélection des libéraux à la campagne de peur et d'intimidation menée par les libéraux, aidés de certains media anglophones.

Malgré son comportement erratique, le libéral Georges Springate, qui a mené une campagne comme libéral-indépendant à toute fin pratique, a emporté le comte de Westmount avec environ 9.000 voix de majorité sur l'unioniste Fairhead.

Venu au Québec dans le but de conjurer la menace séparatiste, M. Bryce MacKasey a tout au plus sauvé son siège de Notre-Dame-de-Grâce. L'ancien ministre du cabi-



net Trudeau l'a en effet emporté sur son adversaire unioniste par un peu plus de 4.000 voix de majorité, soit à peine 20% de la majorité obtenue par son prédécesseur, William Tetley, aux élections de 1973. L'Union nationale a donc effectué une percée dans le West-Island,

même si cette percée ne s'est traduite que par un seul siège.

Le PQ pour sa part a plus que doublé ses appuis en provenance des comtes anglophones.

Dans Outremont, la défaite de M. Choquette et l'élection du libéral André Raynaud étaient attendues.

La grande rive sud



par Jean-Guy Duguay

Plus de 22,000 voix

Lévesque: la plus forte majorité au Québec

Balayage complet des libéraux sur la rive sud ouest du St-Laurent. Treize députés libéraux, dont quatre ministres, sont battus, (quoique l'arrêt du décompte des votes dans Laprairie et Vaudreuil-Soulanges laisserait subsister quelques espoirs aux ministériels). Les candidats péquistes sortent gagnants dans onze circonscriptions et les unionistes dans deux. Les deux grandes vedettes du Parti québécois, MM. René Lévesque et Pierre Marois, tous deux à leur troisième tentative, sont élus avec des majorités écrasantes.



Le nouveau premier ministre du Québec et chef du Parti québécois, M. René Lévesque a été chaudement félicité par une partisane à sa sortie de l'école-Gérard Filion, de Longueuil.

La circonscription de Taillon, la plus peuplée du Québec et point de mire de la campagne, sera représentée par le futur premier ministre M. René Lévesque. Il a battu son adversaire libéral Fernand Blanchard par 33,789 votes à 11,575 (majorité de 22,194). Les quatre autres candidats en lice n'ont jamais été dans la lutte.

Dans le comté voisin de Laporte, une autre vedette péquiste, M. Pierre Marois, a défait M. Jean Jacques Lemieux, ancien président de la société d'habitation du Québec et candidat local sur lequel le parti libéral fondait de grands espoirs, par 23,542 votes à 11,530.

La circonscription de St-Jean est restée fidèle à sa réputation de "comté-baromètre" et sera une fois de plus représentée par un député du parti ministériel à l'Assemblée nationale, le péquiste Jérôme Proulx.

Il a battu le libéral Jacques Veilleux par 14,561 votes à 10,877. Ces deux adversaires s'étaient fait une très chaude lutte à l'élection de 1973, alors que le leader créditiste du temps, Yvon Dupuis, avait été le troisième candidat.

M. Jérôme Proulx avait représenté le comté de St-Jean pour le compte de l'Union nationale de 1966 à 1970, alors qu'il avait démissionné de son poste pour lutter contre le bill 63.

La lutte se faisait à quatre dans la circonscription, l'Union nationale et son candidat M. Jean-Pierre Paquin n'ont jamais été dans la lutte et la candidate créditiste, Mlle Lucille Perusse, était présente pour la forme, sans plus.

Le candidat du Parti québécois, M. Laurent Lavigne, a remporté la circonscription de Beauharnois avec une majorité sensiblement égale à celle qu'avait obtenue l'ancien député libéral Gérard Cadieux

en 1973 (5,955 votes). Celui-ci ne s'est pas présentée cette année et la bannière libérale était portée par un commerçant de Valleyfield, M. Jean H. Besner.

Le Parti québécois a mené une

campagne très bien orchestrée et ses dirigeants étaient certains de remporter la victoire cette année, ils ont obtenu 15,507 votes et les libéraux 11,572. Ils comptaient sur les 5,000 votes que le candidat unioniste Jacques Cardinal irait chercher (il en a obtenu 5,203) pour battre les libéraux et leurs plans ont fonctionné à merveille.

Si les péquistes ont travaillé d'arrache-pied, les libéraux n'ont pas réussi à vendre la personnalité de leur candidat et à faire connaître ses qualités d'administrateur.

Le ministre des Richesses naturelles, Jean Cournoyer a abandonné son comté de Robert-Baldwin, forteresse libérale de l'Ouest de Montréal, à majorité anglophone, pour tenter sa chance dans Richelieu qui représentait le ministre démissionnaire Claude Simard, du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche. Il a été battu par le candidat du Parti québécois Maurice Martel, par 17,142 votes à 11,866. Le créditiste Guilbeault a obtenu 823 votes et l'unioniste Vertefeuille 2,189.

M. Cournoyer a passé de nombreuses journées dans son rôle de médiateur dans le conflit de l'Hydro-Québec et a laissé à ses organisateurs le soin de mener sa campagne électorale.

Son organisation, héritée du ministre Simard, beau-frère de l'ancien premier ministre Bourassa, n'a pas réussi à le faire élire en dépit d'une série de tentatives de dernière heure bien souvent dictées par des sondages assez peu encourageants.

Les unionistes et les créditistes s'étaient juré d'avoir la tête du candidat libéral d'Iberville, Jacques Tremblay, qualifié d'étranger par ses adversaires et ils ont réussi. Le péquiste Jacques Beauséjour, à qui personne n'accordait la moindre chance, a été élu avec 11,156 votes. Ses rivaux, le libéral Jacques Tremblay et l'unioniste Urban Morin ont recueilli 8,618 et 9,380 votes respectivement.

Le député libéral sortant de Huntingdon, Kenneth Fraser, a vu fondre sa majorité de 8,126 voix et a



été défait par le candidat de l'Union nationale et maire de St-Remi, M. Claude Dubois, par 8,755 votes à 6,209. Le candidat péquiste Gerald Pilonneau a doublé le nombre des votes obtenus par le parti en 1973, avec 4,997 voix.

La campagne menée par le candidat péquiste Roland Dussault contre le député libéral sortant George Kennedy depuis 1970 a finalement porté fruit. Il a remporté le comté de Châteauguay avec 15,502 votes, contre 10,349 pour M. Kennedy. Le candidat de l'Union nationale Ross Duggan, qui comptait beaucoup sur le vote des mécontents anglophones, a obtenu 9,390 votes.

Le journaliste Jean-Pierre Charbonneau, candidat péquiste, a fait mordre la poussière au libéral sortant Marcel Ostiguy. M. Charbonneau, en dépit d'une campagne commencée sur le tard, a obtenu 15,284 votes. M. Marcel Ostiguy avait obtenu une majorité de 3,306 voix en 73.

Un deuxième unioniste, M. Cordreau, s'est fait élire dans la circonscription de Saint-Hyacinthe. Il a battu le libéral Fernand Cornéliier par 10,255 votes à 7,731. Le candidat péquiste Charles Tremblay, député péquiste de Ste-Marie de 1970 à 1973, est venu bien près, avec 10,204 votes, de leur jouer un bien vilain tour, à l'issue de cette chaude lutte à trois.

Un autre ministre, et pas le moindre, devait aussi s'incliner et concéder la défaite dans Chambly. Le candidat du Parti québécois, le Dr Denis Lazure, a battu un autre vedette libérale cette fois, le ministre de l'Industrie et du Commerce M. Guy St-Pierre. Le Dr Lazure a obtenu 21,248 votes alors que M. St-Pierre n'en recueillait que 15,992.

Lorsque le président d'élection a décidé de mettre fin au décompte des votes dans le comté de Laprairie, le député libéral sortant et ministre d'État aux Transports Paul Berthiaume tirait de l'arrière (avec 12,996 votes) alors que son principal adversaire, le péquiste Gilles Michaud, en avait 13,247.

Le candidat de l'Union nationale, M. Stephen Olynsk, profitant des votes des mécontents anglophones, a réussi, avec ses 8,233 votes, à mettre le libéral en très mauvaise posture. Il faudra faire un nouveau décompte dans cette circonscription.

Le scénario se répète dans Vaudreuil-Soulanges, où le ministre Paul Phaneuf trainait de la patte derrière la candidate du Parti québécois Louise Guérrier-Sauvé. Les résultats, après le décompte de 78 des 184 boîtes de scrutin, donnaient 1,899 votes à l'ancien ministre et 3,355 à Mlle Guérrier-Sauvé. Le candidat de l'Union nationale, Cape, aurait réussi à obtenir 3,171 votes avant l'arrêt du décompte.

La grande rive nord



par Rheel BERCIER



par Claude GRAVEL

Une implantation surprenante et solide du Parti québécois

LE PARTI québécois vient brusquement de s'implanter — et solidement encore — sur la rive nord de Montréal.

La vague qui a traversé la province a entraîné dans son sillage trois ministres, MM. Jean-Paul L'Allier, Denis Hardy et Robert Quenneville dans Deux-Montagnes, Terrebonne et Joliette-Montcalm.

Le balayage péquiste a aussi amené la défaite de M. J. Roland Comtois, dans l'Assomption, l'un des trois députés libéraux d'Ottawa venus sur la scène politique provinciale "pour sauver le Québec".

Trois vedettes du PQ l'ont emporté dans l'Assomption, Fabre et Mille-Iles. Il s'agit aussi de députés ministériels: MM. Jacques Parizeau, Bernard Landry et Guy Joron. En outre, deux figures très connues du PQ ont gagné dans Joliette-Montcalm et Prévost. Il s'agit de M. Guy Chevrette, ex-membre de la Commission Cliche, et de M. Jean-Guy Cardinal, ex-ministre de l'Éducation sous le gouvernement unioniste de Jean-Jacques Bertrand.

LAVAL

Seuls Laval et M. Jean-Noël Lavoie ont résisté à cette vague. Toutefois, l'ancien président de l'Assemblée nationale a vu baisser énormément sa majorité.

L'on compte pas moins de 36 p. cent d'électeurs dans Laval qui sont québécois non francophones. Le fait que M. Lavoie se soit dissolu du Parti libéral au sujet de la loi 22, geste d'ailleurs fort contesté par ses collègues, en matière d'enseignement, n'est pas étranger au fait qu'il ait conservé ce comté aux libéraux.

FABRE

Dans Fabre, il est certain maintenant que le député libéral sor-



Jacques PARIZEAU

tant, M. Gilles Houde, ne sera pas nommé ministre, rêve qu'il caressait depuis son entrée en politique, en 1966.

M. Houde est un spécialiste en sports et loisirs et son chef, M. Robert Bourassa, qu'il a rejoint dans la défaite, lui avait toujours refusé d'ouvrir la porte d'entrée du conseil des ministres.

Le nouveau député, M. Bernard Landry, 39 ans, avocat et économiste, ancien haut fonctionnaire, a réussi dans sa troisième tentative

pour occuper un fauteuil à l'Assemblée nationale.

Il a participé à la mise sur pied de Soquip, de Soquip et de la Caisse de dépôt et placement du Québec. Il est membre du Conseil exécutif du PQ.

MILLE-ILES

Dans Mille-Iles, M. Bernard Lachance, élu en 1973, a mordu la poussière devant l'ancien député péquiste de Gouin et critique financier de son parti, M. Guy Joron.

M. Joron, 36 ans, qui est indépendant de fortune, a mené une campagne très dure contre son adversaire. Il était bien préparé dans cette bataille.

MM. Landry et Joron ont été épaulés dans cet affrontement par "l'image maker" du nouveau maire de Laval, M. Lucien Paiement. M. Michel Fréchette, président de la société Promédia, a mis moins d'un mois pour faire connaître les deux candidats, qui jouissaient cependant d'une certaine notoriété quand les militants péquistes de ces deux comtés les ont pressentis pour les représenter.

TERREBONNE

C'est un professeur de 41 ans, père de quatre enfants, issu lui-même d'une famille de 12 enfants et dont le père était cultivateur, qui a battu M. Denis Hardy dans Terrebonne.

Le ministre des Communications — il le sera jusqu'à la transmission des pouvoirs — a senti la soupe chaude dès le début du scrutin populaire décrété par M. Bourassa (il était contre le déclenchement de l'élection).

M. Fallu est six fois diplômé de trois universités en éducation physique, en pédagogie, en lettres et en histoire, mais c'est avant tout un spécialiste dans l'histoire de la fiscalité (finances publiques).

DEUX-MONTAGNES

Dans le comté de Deux-Montagnes, le journaliste de 54 ans, M. Pierre de Bellefeuille, a arraché la victoire au ministre des Affaires culturelles, M. Jean-Paul L'Allier. Le nouveau député péquiste a été aidé en cela par le fort candidat unioniste, M. Normand Robitoux, éditeur.

M. de Bellefeuille, 53 ans, a commencé sa campagne dès février dernier. Il parlait avec une

côte importante à monter. Il existe près de 20 p. cent de ses électeurs qui sont des Québécois non francophones.

Le nouveau député a souvent fait état dans sa lutte du fait que M. L'Allier demeurait encore et toujours ambigu sur sa position réelle en matière constitutionnelle et culturelle. Les électeurs ont tranché la question hier.

L'ASSOMPTION

M. Jacques Parizeau, économiste influent, a savouré sa victoire d'hier; lui que l'on avait tenu responsable de l'échec du PQ, en 1973, dans la présentation du budget de l'an 1 en pleine campagne électorale.

Il a travaillé l'Assomption de puis huit mois et il n'est pas sorti du comté durant ces 28 jours.

Il a pris l'expérience de sa défaite dans Crémazie et joue l'homme présent, se préoccupant des problèmes du comté et a réussi une percée autant chez les agriculteurs que chez les professionnels.

M. Parizeau, qui fut un conseiller influent de trois premiers ministres du Québec, sera certainement l'un des principaux artisans de la "révolution" que le PQ compte entreprendre au Québec.

L'entrée en scène de M. Comtois, qui fut près de 12 ans député fédéral, n'a jamais ébranlé sa conviction de gagner le comté pour son parti. "En fait, confiait-il à LA PRESSE, l'on a surestimé l'importance du "senateur Comtois". "Les électeurs du comté ont préféré jouer la carte que présentait l'économiste, M. Comtois a eu fort à faire pour garder les votes unionistes durant sa campagne. Le porte-étendard de ce parti, M. Michel Duval, 30 ans, a fait très bonne



figu, et a établi une base partisane solide à son parti dans l'Assomption.

Dans Joliette-Montcalm, le péquiste Guy Chevrette, 36 ans, l'a assez aisément emporté en profitant à la fois du raz de marée de son parti et de la division des votes entre ses adversaires libéraux, le Dr Robert Quenneville, ministre du Revenu dans le gouvernement Bourassa, et unioniste M. André Asselin.

La candidature de M. Asselin, un avocat de 36 ans très connu à Joliette, de surcroît maire de Sainte-Émilie-de-l'Énergie, ou il possède sa résidence secondaire, avait d'ailleurs été fort bien accueillie par l'organisation péquiste du comté. M. Asselin, avait-on calculé, pouvait arracher assez de votes au candidat libéral pour faire élire M. Chevrette.

Dans Prévost, un ancien ministre de l'Union nationale, M. Jean-Guy Cardinal, a causé une certaine surprise en défaisant avec facilité le candidat libéral, M. Bernard A. Parent, maire de Saint-Jérôme et député du comté depuis 1973.

M. Parent s'était fait élire il y a trois ans avec presque 4,000 voix de majorité et il s'était lancé dans la campagne électorale presque deux semaines avant M. Cardinal, dont l'organisation a d'ailleurs mis quelques jours à atteindre sa vitesse de croisière.

LES 110 DÉPUTÉS ÉLUS

ABITIBI-EST

267/268

LIB VIOLETTE, Paul-E	6,173
PQ BORDELEAU, Jean-P	11,080
RC DALLAIRE, Pierre	7,360
UN BARETTE, Médéric	3,075



CHARLEVOIX (COMPLET)

LIB MAILLOUX, R	13,374
PQ DROUIN, Gérard	7,608
RC EMOND, Angelo	1,682
UN DION, Gaston	1,654



ÎLES-DE-LA-MADELINE (COMPLET)

LIB LACROIX, Louis-P	3,318
PQ LEBLANC, Denise	3,364
RC COTTEN, Jean	60
UN TREMLAY, Paul-Henri	301



LOTBINIÈRE (COMPLET)

LIB MASSICOTTE, G	5,643
PQ THÉBERGE, Ghislain	4,605
RC JUDD, Gaston	10,055
UN BIRON, Rodrigue	12,355



ABITIBI-OUEST

151/174

LIB BOUTIN, Jean-Hugues	4,935
PQ GENDRON, François	7,567
RC BUREAU, Roger	6,234
UN KENNY, Kenneth	1,836



CHATEAUQUAY

193194

LIB KENNEDY, George	10,349
PQ DUSSAULT, Roland	15,502
RC PARÉ, René	802
UN DUGGAN, Ross	9,590
PNP BENOÎT, Albert	169
IND DUMOUCHEL, Réjean	60



JEAN-TALON

156/165

LIB GARNEAU, R	14,554
PQ BEAUDOIN, Louise	11,671
RC RODRIGUE, J.B.-V.	414
UN BOUCHER, Blanche	3,083



LOUIS-HÉBERT

190/193

LIB MARCHAND, Jean	12,921
PQ MORIN, Claude	22,618
RC RHÉAUME, Jean-Paul	379
UN CANTIN, Raymond	2,640



ARGENTEUIL (COMPLET)

LIB SAINDON, Zoel	9,474
PQ DAVID, Paul-André	8,207
RC GUAY, Claude	2,814
UN BELEC, Alphonse	6,711



CHAUVEAU

237238

LIB LACHAPPELLE, B	16,434
PQ O'NEILL, Louis	21,385
RC TREMBLAY, Mathieu	2,490
UN PARENT-BARRETTE,	4,910



JOHNSON (COMPLET)

LIB NOËL, Marcel	5,359
PQ NORMAND, Robert	6,212
RC DEGREADY, Jules	1,781
UN BELLEMAIRE, M	11,040



MASKINONGÉ (COMPLET)

LIB PICOTTE, Yvon	9,017
PQ CHARETTE, Jacques	8,606
RC LEMIEUX, J.-Rodolphe	1,040
UN GAGNON, Serge	6,506



ARTHABASKA (COMPLET)

LIB ST-PIERRE, Denis	8,971
PQ BARIL, Jacques	12,461
RC RAINVILLE, Rosaire	3,009
UN ROY, Constant	7,537



CHICOUTIMI

190191

LIB BERGERON, Roch	6,941
PQ BÉDARD, Marc-A	20,292
RC NAREAU, Richard	1,041
UN DÉCOSTE, Paul	4,401



JOLIETTE-MONTCALM

195/225

LIB QUENNEVILLE, R.	9,139
PQ CHEVRETTE, Guy	13,912
RC GAGNÉ, Jean-Pierre	1,029
UN ASSELIN, André	8,573
PTO TRUDEAU, Jacques	115
IND GEOFFROY, Isabelle	79



MATAHE (COMPLET)

LIB CÔTÉ, Marc-Yvan	8,358
PQ BÉRUBÉ, Yves	11,002
RC SIMARD, Roger	598
UN LÉVESQUE, Joseph-M	2,319
PNP BOULAY, Leonard	316



BEAUCE-NORD (COMPLET)

LIB SYLVAIN, Denis	10,552
PQ OUELLETTE, Adrien	10,960
RC BROUARD, Magella	813
UN GOURDE, Gérard	6,293
PNP TRUDEL, Robert	849



DEUX-MONTAGNES

179199

LIB L'ALLIER, Jean-Paul	10,073
PQ DE BELLEFEUILLE, P	12,494
RC HOULE, Fernand	1,217
UN ROBIDOUX, Normand	5,830
PNP ROBERT, François	256



JONQUIÈRE (COMPLET)

LIB HARVEY, Gérald	10,816
PQ VAILLANCOURT, C	20,373
RC RACINE, Serge	1,538
UN DUGUAY-BRASSARD,	2,223



MATAPEDIA

95/125

LIB ARSENAULT, Bona	4,084
PQ MARQUIS, Léopold	8,034
RC GAGNON, Gérard	1,148
UN BÉLANGER, Gérard-A.	1,197



BEAUCE-SUD (COMPLET)

LIB LEBEL, Guy	5,636
PQ PELLETIER, Pierre	2,360
PNP ROY, Fabien	17,200



DRUMMOND (COMPLET)

LIB DELISLE, Paul	7,778
PQ CLAIR, Michel	14,615
RC BERGERON, André	3,601
UN BLAIS, Roger	8,211
PNP JOYAL, Armand	211



KAMOURASKA-TÉMISCOUATA

143/147

LIB PELLETIER, Jean-M	7,438
PQ LÉVESQUE, Léonard	7,678
RC DIONNE, Claude	2,751
UN PELLETIER, Reynald	4,702



MÉGANTIC-TÉMISCOMPTON

146/147

LIB DIONNE, J.-Omer	5,984
PQ POULAIN, Serge	4,871
RC LEROUX, Robert	2,191
UN GRENIER, Fernand	8,399



BEAUHARNOIS (COMPLET)

LIB BESNER, Jean-H.	11,572
PQ LAVIGNE, Laurent	15,507
RC GROULX-LALONDE,	1,213
UN CARDINAL, Jacques	5,203



DUBUC (COMPLET)

LIB HARVEY, J.-R.-G.	8,401
PQ DESBIENS, Hubert	11,805
RC BRISSON, Grégoire A	1,924
UN GAUVIN, Charles J	4,270



LAC-SAINT-JEAN

176/178

LIB PILOTE, Roger	7,860
PQ BRASSARD, Jacques	14,636
RC BRODEUR, Maurice	2,360
UN LAROUCHE, Charles-H	4,017



MONTMAGNY-L'ISLET (COMPLET)

LIB GIASSON, Julien	9,214
PQ CHOUNARD, Maurice	6,859
RC AVOINE, Clermont	1,704
UN ROUSSEAU, André	6,864



BELLECHASSE (COMPLET)

LIB MERCIER, Pierre	7,802
PQ CÔTÉ, Jean-Roch	5,894
RC FRADETTE, Sauveur	715
UN GOULET, Bertrand	9,094
PNP PLANTE, Pierre-E.	293



DUPLESSIS

237250

LIB BOUDREAU, H.-P.	8,398
PQ FERRON, Denis	19,743
RC QUIRION, Jacques-A.	456
UN GAUTHIER, Roland	3,062
IND NUNGAK, Zededeo	1,903



LAPORTE (COMPLET)

LIB LEMIEUX, Jean-J	14,530
PQ MAROIS, Pierre	23,542
RC TRÉPANIÉ, Wilbrod	1,025
UN L'ÉCUYER, Marcel	4,617
PNP THIBAudeau, Gilles	—
PTO LÉPINE, Richard	125



MONTMORENCY

186/187

LIB BÉDARD, Marcel	12,018
PQ RICHARD, Clément	17,178
RC BÉLANGER, L.-P.-A	1,703
UN DESLAURIERS, Denise	3,158



BERTHIER (COMPLET)

LIB DENIS, Michel	8,311
PQ MERCIER, Jean-Guy	8,565
RC TRUDEL, Rosaire	1,497
UN OUMET, Joseph	6,860



FRONTENAC

161163

LIB LECOURS, Henri	6,368
PQ GRÉGOIRE, Gilles	10,723
RC GODIN, Fernand	1,576
UN BERGERON, Marc	9,343



LAPRAIRIE

200/255

LIB BERTHIAUME, Paul	12,966
PQ MICHAUD, Gilles	13,247
RC MIGNEAULT, Florent	725
UN OLYNK, Steven	8,233



NICOLET-YAMASKA

147/151

LIB FAUCHER, Benjamin	7,836
PQ TOUCHETTE, Jean-P	6,893
RC BOISVERT, Gilbert	1,305
UN FONTAINE, Serge	8,492



BONAVENTURE (COMPLET)

LIB LÉVESQUE, Gérard	9,761
PQ AUDET, Jean-Paul	6,162
RC FORTIN, Mariette	317
UN ROY, Louis-Georges	3,827



GASPÉ (COMPLET)

LIB FORTIER, Guy	7,926
PQ BÉLANGER, Jules	7,676
RC GAGNON, Mario	235
UN LeMOIGNON, Michel	8,332



L'ASSOMPTION (COMPLET)

LIB COMTOIS, J. Roland	12,020
PQ PARIZEAU, Jacques	26,449
RC COMTOIS, Louis	1,719
UN DUVAL, Michel	8,155
PNP KELADA, Henri	204



ORFORD (COMPLET)

LIB x-VAILLANCOURT, G	8,338
PQ BERTRAND, Laurent	7,690
RC BASQUE, Alexandre	2,077
UN DANAHER, Kevin	6,955
PNP LAVALLÉE, René	230



BROME-MISSISQUOI (COMPLET)

LIB Brown, Clendon P.	5,204
PQ COMPTOIS, Gérard	4,485
RC CHOUNARD, Normand	981
UN RUSSELL, Armand	10,763
PNP CHAGNON, Jean-Gilles	252
IND. JUTEAU, Maurice	40
IND. WIGHTMAN, Foster	93



GATINEAU

113196

LIB GRATTON, Michel	8,124
PQ TARDIF, Marc-André	4,451
RC OUELLETTE, Gérard	441
UN CRÉPEAU, Jacques	3,265



LAURENTIDES-LABELLE

158/184

LIB LAPOINTE, Roger	8,280
PQ LÉONARD, Jacques	12,048
RC LEMIRE, Antonio	1,389
UN JETTÉ, Laurent	2,573
PNP SÉVIGNY, André	—



PAPINEAU

197/224

LIB RACICOT, Normand	11,308
PQ ALFRED, Jean	11,520
RC CARRIÈRE, Herbert	1,737
UN HUNEAULT, Sylvio	6,603
PNP DUPUIS, Gilbert	371



CHAMBLY

178/232


LIB SAINT-PIERRE, Guy	15,992
PQ LAZURE, Denis	21,248
RC BÉLAND, Jerry	883
UN BARRE, Camille	6,683



HIER AU QUÉBEC


RICHÉLIEU (COMPLÉT)

LIB COURNOYER, Jean	11,866
PO MARTEL, Maurice	17,142
RC GUILBAULT, Guy	853
UN VERTEFEUILLE,	2,189




ROUYN-NORANDA (COMPLÉT)

LIB MILJOURS, Henri	4,901
PO ROY, Réal	7,753
RC SAMSON, Camil	9,011
UN CHEVALIER,	2,284




ST-MAURICE (COMPLÉT)

LIB BÉDARD, Marcel	7,958
PO DUHAIME, Yves	12,742
RC BELISLE, Roger	2,052
UN LECLERC, Robert	4,677
PNP PRUD'HOMME,	402




TERREBONNE (COMPLÉT)

LIB HARDY, Denis	13,385
PO FALLU, Elie	21,169
RC MEUNIER, Guy	1,720
UN AYOTTE, Marcel	5,808




RICHMOND (COMPLÉT)

LIB VALLIÈRES, Yvon	5,816
PO TREMBLAY, Maurice	5,289
RC LEPAGE, Serge	928
UN BROCHU, Yvon	7,945




SAGUÉMAY 114/161

LIB TREMBLAY, Jean-Guy	3,158
PO LESSARD, Lucien	10,662
RC HÉLIE, Camille	396
UN SAINT-LAURENT, Réal	1,529




SHEFFORD (COMPLÉT)

LIB VERREAU Richard	9,675
PO PETIT, Jean-R.	8,090
RC LACASSE, Gabriel	3,192
UN CADORETTE, Gilles	9,249
PNP BOULANGER, Léonce	215




TROIS-RIVIÈRES 146/162

LIB BACON, Guy	9,686
PO VAUGEIS, Denis	12,494
RC LAFLECHE, Gaétan	1,301
UN TRAHAN, Jacques	5,192




RIMOUSKI 129/160

LIB ST-HILAIRE, Claude	8,026
PO MARCOUX, Alain	11,807
RC MARTEL, Alain	1,407
UN VOYER, Reynald	1,345
IND. TRONSTAD, Ivar	69




ST-FRANÇOIS (COMPLÉT)

LIB DÉZIEL, Gérard	7,497
PO RANCOURT, Réal	11,113
RC LAROSE, Adélard	2,130
UN LAFLAMME, Michel	6,113




SHERBROOKE 159/161

LIB PEPIN, Jean-Paul	8,460
PO GOSSELIN, Gérard	12,288
RC LEROUX, Rosario	1,905
UN BUREAU, Guy	6,159
IND. BOUTIN, Jacques	200
IND TREMBLAY, Robert	44




VANIER (COMPLÉT)

LIB DUFOUR, Fernand	11,569
PO BERTRAND, Jean-F.	16,525
RC BERTRAND, Alexandre	1,834
UN LACHANCE, Jean-Y.	3,265




RIVIÈRE-DU-LOUP 115/154

LIB LAFRANCE, Paul	5,448
PO BOUCHER, Jules	6,609
RC ROY, Gérard	1,688
IND GRONDIN, Réal	3,760




ST-HYACINTHE (COMPLÉT)

LIB CORNELIER, Fernand	7,731
PO TREMBLAY, Charles	10,204
RC GRENON, Laurier	1,762
UN CORDEAU, Fabien	10,255
PNP COUPAL, Claude	354




TAILLON (COMPLÉT)

LIB BLANCHARD, Fernand	11,575
PO LEVESQUE, René	33,769
RC BOURASSA, Henri	2,024
UN SOUZA, John de	6,074
NPD BEAUDOIN, Jacques	259
IND GENDRON, Jacques	




VAUDREUIL-SOULANGES (COMPLÉT)

LIB PHANEUF, Paul	10,879
PO CUERRIER-SAUVE	11,606
RC TRÉPANIÉ, Paul-E.	891
UN CAPE, David C.M.	8,524
NPD BROWN, Arthur L.	161




ROBERVAL 184/190

LIB LAMONTAGNE,	11,645
PO NÉRON, Paul	10,711
RC FRADETTE, Émilien	3,907
UN GENEST, Antonio	3,135




ST-JEAN (COMPLÉT)

LIB VEILLEUX, Jacques	10,677
PO PROULX, Jérôme	14,561
RC PERUSSE, Lucille	1,006
UN PAQUIN, Jean-Pierre	5,393




TASCHÉREAU 147/150

LIB BONNIER, Irène	10,063
PO GUAY, Richard	10,377
RC BROUARD, Simon	1,262
UN DROUIN, Marcel	2,439
PNP LEMOYNE, Jean-Marc	164
PTO MORIN, Lorraine	94



VERCHÈRES 168/189


LIB OSTIGUY, Marcel	10,683
PO CHARBONNEAU, J.-P.	15,284
RC DESRUISSEAU-LABBE	947
UN COSTELLO, Jean	4,569



LES DÉPUTÉS DE MONTREAL


ANJOU 115/189

LIB TARDIF, Yves	6,971
PO JOHNSON, Pierre-M.	10,966
RC ROY, Fernand	1,691
UN ROSSI, Albert	410
PNP PELLETIER, Réjean	134
NPD PENNER, John	98




L'ACADIE 186/187

LIB LAVOIE-ROUX,	13,759
PO SAVARD-JACOB,	9,498
RC PIQUETTE-BÉDARD, M.	251
UN LÉBOEUF, Jean-G.	6,477
NPD LÉMAIRE, Pierre	136
AD POIRIER, Diane	281




OUTREMONT 135/154

LIB RAYNAULD, André	11,506
PO HARVEY, Pierre	9,684
RC TURGEON, Archéas	301
PNP CHOQUETTE, Jérôme	3,726
COM GÉRAIS, Denis	231
IND PARENT, Régis	315



ST-LOUIS 187/188


LIB BLANK, Harry	9,498
PO BOURGEOIS,	7,899
RC TAILLON, Guy	462
UN TALISMAN, Bernard	3,436
NPD BOURDOUXHE,	208
COM PRATTE-WALSH,	151
AD VERTHUY-WILLIAMS,	1,141



BOURASSA 91/163


LIB BACON, Lise	6,984
PO LAPLANTE, Patrice	7,474
RC ST-ONGE-DENIS,	339
UN BRISSON, Robert	2,459
PNP CICCARELLI, C.	127
COM BRONZATTI, Rizzolo V.	69

INCOMPLÉT




LAFONTAINE 181/188

LIB BENOIT, Bernard	
PO LÉGER, Marcel	20,110
RC DION, Brunel	1,025
UN GRENIER, Lucien	2,977
PNP PLOURDE, Fernand	274
IND LEBLANC, Claude	185




POINTE-CLAIRE 216/217

LIB AMARON, Roy C.	12,125
PO FAUCHER, Paul-Émile	3,334
RC ALLAIRE, Gérard-Philippe	123
UN SHAW, William F.	16,948
PNP BINETTE, Renaud	162
AD EDWARDS, Réginald	924
IND TREMBLAY-BURLEY, J.	2,337




STE-MARIE 134/149

LIB MALÉPART,	7,899
PO BISAILLON, Guy	12,311
RC HÉBERT, Roger	610
UN ROY, André	1,600
NPD DENIS, René	82
PTO ROUSSEAU, André	84




BOURGET 143/173

LIB BOUDREAU, Jean	10,013
PO LAURIN, Camille	16,978
RC BOMBARDIER-MARTEL,	673
UN LAGACÉ, Armand	3,215
NPD RUELAND, Micheline	96
PTO GOHIER, Maurice	92




LAURIER 148/190 7,904

LIB MARCHAND, André	11,246
PO KAMBITES, John	9,327
RC CHARTRAND-MARION,	659
UN SAVOYAKIS, George	4,557
NPD BASTIEN, Pierre	199
AD SYROS, Christos	114
COM MALLARONI,	235




ROBERT-BALDWIN 215/216

LIB O'GALLAGHER,	13,824
PO CORBEIL, Gilles	7,210
RC LEFEBVRE, Louis	392
UN BARKER, Bryan Thea	10,036
AD BOUTILLIER, Georges	2,065
IND BEALE, Robert	4,827
IND ROTGAUS, Leo	229




SAUVÉ 143/192

LIB LEGAULT, Jean-Claude	6,185
PO MORIN, Jacques-Yvan	14,837
RC LEDOUX, Gérard	621
UN HOTTE, Marcel	3,228
COM BRENTA, Mario von	88
IND GAGNIER, Joseph Leopold	83




CRÉMAZIE 171/172

LIB BIENVENUE, Jean	12,809
PO TARDIF, Guy	16,215
RC MERCIER, Léopold	497
UN LECUYER, Maurice	3,476
PNP LEGAULT, Gilles	221
NPD LAVALLÉE, André	92
COM DEMERS-DESYLVA, Claire	




MAISONNEUVE (COMPLÉT)

LIB HOULE, Gilles	5,679
PO BURNS, Robert	12,262
RC PARRET, Michel	575
UN GOYETTE, Arthur	1,780
PNP FORGET, Guy	204
PTO WARREN, Janine	
NPD CAUCHY, Louis	54
COM WALSH, Samuel	29
IND WARREN, Janine	27
IND FRAPPIER, André	17




ROSEMONT 161/167

LIB BELLEMARRE, Gilles	9,673
PO PAQUETTE, Gilbert	14,839
RC GROSARIU, Octave	566
UN TOUCHETTE-CHARBONNEAU,	3,447
PNP MARULLO, Lorenzo	291
NPD BÉGIN, Luc	147
PTO BOULANGER, René	134




VERDUN (COMPLÉT)

LIB CARON, Lucien	13,103
PO FORTIN, Yvan	9,940
RC DELAROSBIL, Rivard	501
UN WAINBERG, Mark	5,890
AD SMALL, Seymour	305
PTO GAGNON, Robin	169




D'ARCY MCGEE 143/159

LIB GOLDBLOOM, Victor	18,961
PO MACKAY, Jacques	10,286
RC GAUTHIER, Gaétan	74
UN FRIDHANDLER, Barry	6,435
IND Wolach, Max	389
AD CHALOUH, Elie	882




MARQUERITE-BOURGEOIS 186/214

LIB LALONDE, Fernand	14,164
PO KENTZINGER, Gerald	13,624
RC RAYMOND, Jacques	599
UN IZZI, Dominic	10,171
NPD THOMAS, Ruth	312




STE-ANNE 178/201

LIB FORTIN, Bruno	7,601
PO LACOSTE, Jean-Marc	8,032
RC FOSTER-BORQUE,	422
UN BRAIS, Fernand	3,421
PNP PARENTEAU, J.-Noel	105
COM JOHNSTON, David	69
AD BAATZ, Paul	567
IND HANLEY, Colin	800




WESTMONT (COMPLÉT)

LIB SPRINGATE, George	14,714
PO LAURION, Gaston	3,482
RC PELLETIER, Gaétan	90
UN FAIRHEAD, Harold	5,990
PNP OUELLET-GUERTIN,	210
AD MAUR, Nikolaus Auf	4,534




DORION 168/172

LIB BOSSE, Alfred	10,181
PO PAYETTE, Lise	15,323
RC LÉVESQUE, Guy	792
UN GRASSO, Luigi	2,672
PNP BEAUDOIN, Raymond	586
NPD VAILLANCOURT-DE REPENTIGNY, L.	101




MERCIER 149/162

LIB BOURASSA, Robert	8,877
PO GODIN, Gérald	12,378
RC ROY, Robert	577
UN ANZINI, Giuseppe	1,819
PTO MORIN, Gaston	71
NPD GAUTRIN, Henri-François	124
COM DESAUTELS, Guy	107
IND OUIMET, Louise	60




ST-HENRI 150/152

LIB TADDEO, Donat	9,013
PO COUTURE, Jacques	14,246
RC RAYMOND, René	700
UN MELOCHE, Roland	4,549
NPD POULAIN, Denis	132
PTO GAGNON-BOULIANNE,	111




FABRE (COMPLÉT)

LIB HOUE, Gilles	15,072
PO LANDRY, Bernard	24,010
RC GAUTHIER, Conrad	1,212
UN LAURIER, Julien	5,668
PNP ARBOUR, Maurice	474




GOUIN 138/144

LIB BEAUREGARD, Jean M.	8,156
PO TREMBLAY, Rodrigue	3,065
RC LÉVESQUE, J.-Alfred	718
UN ROY, Yves	2,178
PTO BOULANGER-LENOIR, C.	87
NPD THIFFAULT, Wilfray	70




MONT-ROYAL (COMPLÉT)

LIB CIACCIA, J.-B. John	18,453
PO NORMANDEAU, André	4,826
RC LUPIEN, Etienne	150
UN PODO, Victor T.	5,296
NPD DOLMAN, Munro	134
AD WATTS-SARRAZIN,	874
COM DUCHARME, Richard	170




ST-JACQUES (COMPLÉT)

LIB BRISEBOIS-LACHAPPELLE, M.	5,875
PO CHARRON, Claude	12,983
RC PLEAU, Gaston	574
UN POIRIER, Jacques	1,683
NPD BOURDOUXHE, Michel	245
COM FUYET, Harve	83
PTO LACHANCE, Gérard	108




LAVAL (COMPLÉT)

LIB LAVOIE, Jean-Noel	17,082
PO LEDUC, Michel	15,461
RC GAUTHIER, Jean-Roch	1,051
UN CHAPUT, Charles	6,642
PNP BISHARA, Marc	309



JACQUES-CARTIER 168/167

LIB ST-GERMAIN, Noël	10,334
PO OLSEN, Paul	8,665
RC ZAKRZEWSKI-	517
UN CARTER, Donovan J.	9,111
AD WEEKS, Graham	657



NOTRE-DAME-DE-GRÂCE 164/165

LIB MACKASEY, Bryce	13,160
PO MAILLOUX, Pierre	4,099
RC GAGNÉ, Auguste	167
UN DONALDSON, Frank	8,279
PNP O'MALLEY, Carl B.	1,271
NPD DUROCHER, Cyril	102
AD KEATON, Robert Bob	3,472
IND RAUDSEPP, John J.	116

